GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1879 | ROMA — MARTEDI' 22 APRILE | NUM. 94

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno . . „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti . . .	ROMA . . . . „	9	17	32
	Per tutto il Regno . . „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

Avvertenze. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via della Missione, n° 3-A; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: Roma, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

ELEZIONI POLITICHE

Votazione del 20 aprile 1879.

Acireale. — Elettori inscritti 1091, votanti 669. Romeo avv. Giambartolo, voti 629; Notarbartolo comm. Emanuele, 3; voti nulli o dispersi, 37. Eletto l'avv. Romeo Giambartolo.

Borgotaro. — Elettori inscritti 682, votanti 457. Lagasi cav. Luigi, voti 298; Cardinali avv. Enrico, 112; voti nulli o dispersi, 47. Eletto il cav. Lagasi Luigi.

Cicciano. — Elettori inscritti 1302, votanti 1141. Ravelli cav. Gabriele, voti 581; Borrelli dott. Davide, 530; voti nulli o dispersi, 30. Eletto il cav. Ravelli Gabriele.

Sala Consilina. — Elettori inscritti 889, votanti 508. Di Gaeta Cesare, voti 485; voti nulli o dispersi, 23. Eletto Di Gaeta Cesare.

Viterbo. — Elettori inscritti 1147, votanti 686. Arbib cavaliere Edoardo, voti 255; Ferrero-Gola dott. Giuseppe, 209; Borghesi generale Filippo, 208; voti nulli o dispersi, 14. Ballottaggio fra il cav. E. Arbib ed il dottor G. Ferrero-Gola.

LEGGI E DECRETI

Il N. **4819** (*Serie 2ª*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro ad *interim* per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione di estradizione fra l'Italia ed il Granducato di Lussemburgo, conchiusa a Parigi addì 25 ottobre 1878, e le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 7 marzo 1879.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 aprile 1879.

UMBERTO.

Depretis.

Convention d'extradition entre l'Italie et le Luxembourg.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg, pour le Luxembourg, désirant d'un commun accord conclure une Convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Son Excellence le général d'armée Henri Cialdini, duc de Gaëte, Chevalier de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, Grand' Croix de Son Ordre militaire de Savoje, Grand'Croix de Ses Ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Son Ambassadeur à Paris, etc., etc.;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg,

M. Jonas, membre de Son Conseil d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, son Chargé d'affaires à Paris, Grand Officier de Son Ordre Royal Grand-Ducal de la Couronne de Chêne, Commandeur de l'Ordre national de la Légion d'Honneur,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Les Gouvernements italien e luxembourgeois s'engagent à se livrer réciproquement les individus poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices pour l'un des crimes ou délits indiqués ci-après à l'art. 2, commis sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Néanmoins, lorsque le crime ou délit donnant lieu à l'extradition aura été commis hors du territoire de la Partie requérante, il pourra être donné suite à la demande lorsque la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. Ces crimes et délits sont:

1. Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre;

2. Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner;

3. Bigamie, enlèvement de mineurs, viol, avortement; attentat à la pudeur commis avec violence; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un au de l'autre sexe, âgé de moins de quatorze ans; attentat aux moeurs, en excitant, facilitant, ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption des mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4. Enlèvement, recel, suppression, substitution, ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfant;

5. Incendie;

6. Destruction de constructions, machines à vapeurs, ou appareils télégraphiques;

7. Destruction de documents ou autres papiers publics;

8. Association de malfaiteurs; vols;

9. Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion;

10. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers;

11. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

12. Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

13. Faux serment;

14. Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics;

15. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites;

16. Escroquerie, abus de confiance et tromperie;

17. Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par le Code maritime italien, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche;

18. Echouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers ou gens de l'équipage, détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche, jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres et des effets du bord; fausse route, emprunt sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité; déchargement de marchandises sans rapport préalable, hors le cas de péril imminent; vol commis à bord; altération de vivres ou de marchandises, commise à bord par le mélange de substances malfaisantes; attaque ou résistance avec violence et voies de faits envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officiers de bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures, complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine;

19. Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable crime ou délits.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour aucun des crimes ou délits antérieurs à l'extradition qui ne sont pas prévus dans la présente Convention, ou qui n'ont pas formé l'objet de la demande, à moins que, après avoir été puni ou acquitté du chef du crime ou délit qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant un délai d'un mois ou bien qu'il n'y vienne de nouveau.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu, si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif, les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux, sauf les poursuites à exercer contre eux dans leur pays conformément aux lois en vigueur.

Art. 6. Si l'individu poursuivi, ou mis en prévention, ou accusé, ou condamné, n'est ni luxembourgeois ni italien, ou si le crime ou délit a été commis hors du territoire des Parties contractantes, par un individu qui n'appartient pas à l'Etat auquel l'extradition est demandée, le Gouvernement pourra informer de cette demande, au premier cas, le Gouvernement auquel appartient l'individu réclamé, au second cas, le Gouvernement sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, et si un de ces Gouvernements réclame, à son tour, le même individu pour le faire juger par ses Tribunaux, le Gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée, pourra à son choix le livrer à l'un ou à l'autre Gouvernement.

Si l'individu réclamé par une des Parties contractantes est réclamé en même temps par un autre ou plusieurs autres Gouvernements, il pourra être livré au Gouvernement qui demande l'extradition du chef du crime ou délit le plus grave, et, dans le cas où tous ces crimes ou délits seraient de la même gravité, l'individu en question pourra être livré au Gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abbandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera accordée lors même que le condamné, l'accusé ou le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. Les demandes d'extradition seront adressées par voie diplomatique, savoir: les demandes du Gouvernement italien par l'entremise de la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie à La Haye, et les demandes du Gouvernement luxembourgeois, à défaut d'un propre Représentant, par l'entremise du Représentant d'un autre Etat qui sera chargé des intérêts luxembourgeois.

L'extradition sera accordée sur la production, soit du jugement

ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du conseil ou de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Les actes ci-dessus indiqués seront délivrés en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui réclame l'extradition, et accompagnés d'une copie du texte de loi applicable et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé, ou de toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. En cas d'urgence, l'étranger sera arrêté provisoirement, pour l'un des faits énumérés dans l'article 2, sur avis donné par la voie diplomatique au Ministre des affaires étrangères et indiquant l'existence de l'un des documents mentionnés à l'art. 9.

L'arrestation sera facultative si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux Etats, mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, si quelque difficulté se présente, rendre compte au Ministère des Affaires Étrangères des motifs qui l'auraient engagé à surseoir à l'arrestation réclamée.

Dans tous les cas, l'étranger sera mis en liberté, si, dans le délai d'un mois après son arrestation, il ne reçoit communication de l'un des documents dont il s'agit.

L'arrestation aura lieu selon les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est demandée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'Etat réclamant si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de même nature qu'il aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés qui doivent leur être rendus sans frais, dès que le procès criminel ou correctionnel sera terminé.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat réclamant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port de l'Etat requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants d'un individu n'appartenant pas au pays de transit sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'article 9 ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les dispositions des articles 3 et 4.

Art. 14. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opérer, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la reserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, dans les cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Art. 15. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un luxembourgeois ou à un italien paraîtra nécessaire au Gouvernement luxembourgeois et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne, à la requête du Ministère Public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du *visa*, sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Art. 16. Si dans une cause pénale non politique la comparition personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant dans le Luxembourg ou en Italie, appelées en temoignage devant les Tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque dans une cause pénale non politique instruite dans l'un des deux pays la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les Gouvernements contractants rénocent à toute réclamation des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 17. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, aussi sans restitution de frais, les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les Tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné, pour être déposé au greffe du Tribunal compétent.

Chacun des deux Gouvernement donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Art. 18. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue pour cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double original à Paris le 25 octobre 1878.

CIALDINI. (*L. S.*) H. JONAS. (*L. S.*)

Relazione a S. M. *del Ministro delle Finanze fatta in udienza del 20 aprile 1879.*

SIRE,

Il repertorio della tariffa doganale rimanda i cappelli di palma, di truciolo e simili a cappelli di qualsiasi altra materia, esclusa la paglia, col dazio di lire 100 il centinaio. Però i cappelli di truciolo, quelli di giunco marino e altri somiglianti hanno quasi sempre valore tenuissimo e mal possono sopportare l'anzidetto dazio; essi offrono inoltre moltissima analogia coi cappelli di paglia che sono tassati a L. 10 il centinaio, e potrebbero più opportunamente essere assoggettati allo stesso trattamento. Anche i cappelli di palma hanno maggiore analogia con quelli di paglia che coi cappelli di qualsiasi altra specie.

Lo stesso Repertorio rinvia i *foulards* a tessuti di seta non nominati a L. 6 il chilogramma. Si è però riconosciuto che esistono in commercio anche *foulards* in tutto o in parte di filusello, *foulards* di seta e filusello misti ad altre materie. Sembra quindi giusto che i *foulards* siano rimandati a tessuti di seta, di filusello o misti ad altre materie secondo la rispettiva qualità, prodotti ai quali sono assegnati i dazi di L. 5, 6, 3.

Lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre alla Sovrana approvazione tende a introdurre siffatte modificazioni nel Repertorio.

Il Num. 4837 (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 2 della legge 31 gennaio p. p.;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Sono approvati i seguenti nuovi rimandi da inserirsi nel Repertorio della tariffa doganale, invece di quelli che vi figurano attualmente.

« Cappelli di palma detti di Panama, di truciolo, di giunco marino e simili, eccetto quelli guerniti da donna, paghino come cappelli di paglia, categoria IX. N. 150.

« Foulards (fazzoletti e tessuti di) — Tessuti di seta o di filusello, categoria VIII. N. 127 *a-c* »

Art. 2. Il presente decreto andrà in vigore il giorno dopo la sua inserzione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 aprile 1879.

UMBERTO.

A. MAGLIANI.

MINISTERO DELLA MARINA

NOTIFICAZIONE *per l'apertura di un concorso a 40 posti di allievo nella R. Scuola di Marina.*

§ 1. Il 1° giorno di ottobre 1879 avrà luogo in Livorno un esame di concorso per l'ammissione di quaranta allievi nella Regia Scuola di Marina.

§ 2. Le domande di concorso saranno fatte in carta bollata da una lira dai parenti o tutori degli aspiranti; dovranno essere corredate dai documenti indicati al § 4°, ed indirizzate al Ministero della Marina (Segretariato generale) non più tardi del 15 settembre.

Quelle che giungessero posteriormente alla suddetta epoca, o risultassero incomplete, saranno respinte.

§ 3. L'aspirante all'ammissione dovrà soddisfare alle seguenti condizioni:

a) Essere regnicolo;

b) Avere compiuto il tredicesimo anno di età e non avere oltrepassato il quindicesimo a tutto ottobre 1879;

c) Avere avuto il vaiuolo naturale o essere stato vaccinato;

d) Essere di buona costituzione fisica con sviluppo proporzionato all'età ed andare esente delle malattie ed infermità incompatibili col servizio militare marittimo. Saranno motivi assoluti di esclusione la sordità e la miopia, quando arrivi a tal grado, da non permettere al candidato di leggere, correntemente e senza fatica, caratteri alti due centimetri alla distanza di sei metri;

e) Garantire il pagamento dell'annua pensione ed altre spese secondo è indicato al § 9;

f) Conoscere l'aritmetica, la lingua italiana, la storia e la geografia, nei limiti dei programmi annessi a questa notificazione, ed avere una buona calligrafia;

g) Produrre la prova degli studi fatti nei ginnasi, licei, scuole tecniche, collegi militari ed altri Istituti di educazione nazionali od esteri, sia pubblici, sia privati.

§ 4. Le condizioni *a*) *b*) *c*) *g*) saranno giustificate colla presentazione di regolari certificati da annettersi alle domande di ammissione al concorso.

La condizione *d*) sarà constatata direttamente mediante visita medica eseguita, in presenza della Commissione esaminatrice, da due ufficiali del Corpo sanitario della R. Marina.

In caso di reclami contro le risultanze di questa visita si procederà ad una seconda visita medica, con effetto definitivo, passata in presenza della medesima Commissione dal capo del Corpo sanitario ed in sua vece da un ufficiale medico superiore della R. Marina.

La condizione *e*) sarà adempiuta colla presentazione di un atto legale di sottomissione, redatto conformemente all'annesso modello, da aggiungersi esso pure come alligato alla domanda di ammissione al concorso.

Finalmente la condizione *f*) sarà constatata per mezzo di un esame.

§ 5. L'esame si aggirerà sulle materie indicate negli annessi programmi e consterà di un saggio in iscritto e di una prova verbale.

Il saggio in iscritto comprenderà la risoluzione ragionata di un problema di aritmetica, collo sviluppo delle relative operazioni numeriche, e un componimento letterario.

L'esame verbale sarà dato a porte aperte, con facoltà a cui piaccia di assistervi, e si aggirerà sopra ciascuno degli annessi programmi.

I candidati che avessero studiato altre materie oltre quelle contenute nei programmi, potranno chiedere alla Commissione di essere esaminati anche sovra queste.

La durata degli esami scritti sarà fissata dalla Commissione, quella degli esami orali non potrà eccedere i 30 minuti.

L'ordine degli esami sarà il seguente:

1° Saggio di aritmetica in iscritto;
2° Saggio di aritmetica orale;
3° Componimento letterario in iscritto;
4° Esame orale di lingua italiana;
5° Esame orale di storia;
6° Esame orale di geografia.

§ 6. Per stabilire la classificazione definitiva dei candidati, che avranno ottenuto l'idoneità, sarà inoltre tenuto conto dei saggi che avranno saputo dare sovra materie estranee ai programmi, nonchè dei certificati di studi che avranno prodotto colle domande di ammissione al concorso.

§ 7. A parità di merito nel risultamento definitivo dell'esame sarà data la preferenza ai figli d'ufficiali o impiegati della R. Marina e del R. Esercito, e fra gli aspiranti di altre condizioni si ricorrerà al sorteggio per stabilire la preferenza.

I punti di aritmetica in iscritto ed orale si compensano fra loro, così pure quelli del componimento letterario e dell'esame orale di lingua italiana.

La media dei punti necessaria perchè il candidato sia dichiarato idoneo è di 6 sopra 10. Non saranno ammessi a proseguire gli esami coloro che non avranno ottenuto la media di 6 tanto nel saggio di aritmetica, come in quello di lingua italiana. Non saranno concessi esami di riparazione.

La classificazione dei candidati riusciti idonei si otterrà facendo la media dei punti da essi ottenuti in ogni singola materia.

In caso che il numero dei giovani risultati idonei all'esame di concorso superasse il quaranta, restano esclusi dalla ammissione coloro che avranno riportata classificazione inferiore.

§ 8. I candidati ammessi riceveranno a domicilio l'avviso della loro nomina dal Ministero della Marina, con l'invito di presentarsi al Comando della 1ª Divisione della Regia Scuola di Marina in Napoli all'apertura dei corsi, che suole generalmente aver luogo nei primi giorni di novembre.

§ 9. La pensione annuale degli alunni, da pagarsi per trimestri anticipati, è fissata a lire 800.

Le famiglie dei nuovi ammessi sono inoltre obbligate a fornire la spesa di primo corredo dell'allievo, secondo la tabella annessa a questa notificazione. Tanto la spesa anzidetta, come l'ammontare del 1° trimestre, dovranno immancabilmente essere versate al Consiglio d'amministrazione della R. Scuola all'atto dell'ammissione del giovane.

Le altre spese per riparazione e rinnovazione del corredo, per acquisto di libri di testo, carta ed altri oggetti scolastici restano a carico della R. Marina; ed a carico delle famiglie soltanto quelle non obbligatorie per telegrammi, francobolli, ecc., che l'allievo intendesse fare per conto proprio e quelle di guasti di vestiario, di libri od altri oggetti scolastici derivanti da incuria del giovine.

§ 10. Sono accordate dal Governo pensioni e mezze pensioni gratuite nel modo che segue:

Il candidato che nell'esame di ammissione sarà classificato il primo avrà diritto ad un'intiera pensione gratuita qualora sia figlio di un ufficiale od impiegato della R. Marina o del R. Esercito, e ad una mezza pensione gratuita se di altra condizione di famiglia.

Qualora il primo classificato rinunciasse a questo beneficio, il secondo in ordine di merito otterrà la intiera o mezza pensione, e così di seguito.

Questo beneficio dura per tutto il periodo di permanenza dello allievo alla R. Scuola; ma l'allievo lo perde se venga rimandato ad uno degli esami annuali di passaggio da un corso al successivo.

Sono accordate intiere o mezze pensioni anche a quegli allievi che durante il tirocinio degli studi risultano i primi del loro corso in ordine di merito negli esami annuali.

Alcune altre pensioni e mezze pensioni possono inoltre essere accordate, nei limiti delle somme disponibili in bilancio, a figli di ufficiali della R. Marina e del R. Esercito o d'impiegati dello Stato, le cui circostanze di famiglia meritassero speciali riguardi.

§ 11. Il corso degli studi della R. Scuola di Marina dura cinque anni.

Sono rinviati alle loro famiglie gli allievi riprovati due volte agli esami annuali di passaggio da un corso all'altro, gli incorreggibili e di cattiva condotta.

§ 12. Al termine del quinto anno di corso gli allievi che superano i prescritti esami liceali sono promossi guardiamarina nello stato maggiore generale della R. Marina.

Devono però prima contrarre la ferma di otto anni per arruolamento volontario nel corpo.

Roma, li 2 febbraio 1879.

Il Segretario Generale: T. Bucchia.

Programmi d'esami d'ammissione alla R. Scuola di Marina.

I. — Aritmetica.

Esame scritto ed orale.

Numerazione decimale — Modo di leggere un numero — Modo di scriverlo — Addizione e sottrazione dei numeri interi — Riprova di queste operazioni — Uso dei complementi aritmetici — Moltiplicazione di numeri interi — Teoria dell'operazione — Divisione dei numeri interi — Teoria dell'operazione — Numeri primi assolutamente e numeri primi tra loro — Condizioni di divisibilità dei numeri per 2, 4, 8... 5, 25... 3, 9, 11 — Massimo comun divisore tra due o più numeri — Teoremi sui quali poggia questa ricerca — Minimo multiplo comune di due o più numeri — Decomposizione di un numero nei suoi fattori primi — Applicazione alla ricerca del massimo comun divisore, e del minimo multiplo comune — Frazioni ordinarie — Semplificazione di una frazione — Riduzioni di più frazioni allo stesso denominatore — Addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione delle frazioni — Numeri decimali — Le quattro operazioni fondamentali su di essi — Conversione di una frazione ordinaria in decimale — In qual caso si ottiene una frazione decimale finita — Formazione dei quadrati e dei cubi ed estrazioni delle radici, quadrata e cubica, dai numeri interi e dalle frazioni — Delle equidifferenze e delle proporzioni — Loro proprietà — Applicazione di questa teoria alla regola del tre — Conversione di un numero complesso in frazioni dell'unità principale e viceversa — Sistema metrico legale.

II. — Lingua Italiana.

1° — *Esame orale.*

1. Proposizione: termini che la compongono.
2. Parti del discorso tanto variabili quanto invariabili: sostantivo, aggettivo, pronome, verbo, participio, avverbio, preposizione, congiunzione, interiezione.
3. Saggio pratico di disamina grammaticale.
4. Sintassi — Natura e parti della sintassi — Dipendenza delle parole — Collocazione delle parole — Concordanza — Reggimento — Uso delle preposizioni — Uso delle congiunzioni.
5. Saggio di applicazione o di disamina di sintassi e di proposizioni.
6. Pronunzia ed ortografia — Punteggiamento.

2° — *Esame in scritto.*

Saggio di composizione per ciò che riguarda principalmente la grammatica.

III. — Storia antica e greca.

1° — *Storia antica.*

1. Limiti del mondo conosciuto dagli antichi in Asia, in Africa e in Europa.

2. I popoli semitici dell'Asia occidentale. La Palestina.

Abramo — Esaù o Edom; Idumei, loro sede — Giacobbe o Israele — Gl'Israeliti in Egitto, Moisè — Esodo — Dimora degli Israeliti nel deserto — Il Decalogo — Conquista del paese di Canaan — Giosuè — I popoli vinti, Amaleciti, Moabiti, Madianiti.

3. Gl'Israeliti confederati; i sacerdoti ed i guerrieri — I 14 giudici, I Re, Saulle, Davide, Salomone; il tempio di Gerusalemme — Separazione del Regno di Giuda da quello d'Israele; Samaria e Gerusalemme. Caduta del primo (a. a. C. 722) di questi due regni poi del secondo (586). Schiavitù sotto i Babilonesi, poi sotto i Persiani — Coltura e letteratura degli Ebrei: loro industrie e navigazioni.

4. I Fenici — Vengono dal mare Eritreo, fondano Sidone, Tiro e le altre città littoranee Siriache contemporanee di Salomone. Emigrazione a Cartagine, in Ispagna e sulle coste d'Africa — Periplo di Annone — Costituzione e monarchia dei Fenici, e loro confederazione. Sono vinti dai Babilonesi, dai Persiani, dai Macedoni.

5. I Babilonesi e i Caldei — Il Sandar alla destra dell'Eufrate, l'Assiria alla sinistra del Tigri. Grandi lavori dei Caldei (2000 a 1250 a. a. C.). Gli Assiri vincono i Caldei. Nino e Semiramide. Distruzione di Ninive (606), Nabucodonosor — Babilonia presa dai Persiani.

6. I Medi ed i Persiani. Soggetti agli Assiri per 300 anni. I Medi si fanno indipendenti (710) e dominano anche i loro signori (650). Ciro Re dei Persiani li sottomette (558). Vincitore dei Lidii, conquista Babilonia e lascia al successore Cambise (629) la cura di soggiogare l'Egitto, e questi vi riesce.

7. Dario Istaspe (521-485) combatte gli Sciti al tempo di Milziade, poi conquista parte dell'India e minaccia due volte la Grecia. Serse di lui figlio (485-465) attacca i Greci (v. programma di Storia greca); ma respinto, il regno decade. Artaserse II; sue contese con Ciro (401). Ritirata dei diecimila. Dario Codomano (354) vinto da Alessandro. Coltura dei Medi e dei Persiani.

8. I popoli dell'Africa. Gli Egiziani. Regno antico e suoi monumenti nel terzo millennio prima di Cristo — Il Regno medio, ossia dei Re pastori (2100 a 1650). Il nuovo regno, i nuovi Faraoni. Ramsete o Sesostri, sue conquiste. Re Etiopi in Egitto (740). Risorgimento delle monarchie nazionali. Psammetico e Neco di lui figlio.

9. Invasione persiana in Egitto sotto Cambise, durata fino alla conquista di Alessandro — Religione e forma di governo degli Egiziani nei vari periodi geroglifici: arti, inondazioni periodiche del Nilo, istmo di Suez.

10. I Cartaginesi — Sede del loro impero. Donde venuti (814), loro industrie, navigazioni, possessi esterni e colonie. Guerre con Siracusa (480). Cenni sulla decadenza di Cartagine fino alla sua distruzione (146).

2° — *Storia greca.*

1. Tempi eroici. I Pelasghi temosfori o incivilitori della Grecia. Favolose fatiche d'Ercole. Spedizione degli Argonauti. Guerra contro Tebe. Guerra troiana.

2. Emigrazione dei Dori nel Peloponeso. Migrazioni greche nell'Asia minore. Formazione delle repubbliche. Le anfizionie, i giuochi olimpici, pizii, istmici, nemei, le olimpiadi.

3. Sparta; sua costituzione; suoi legislatori; guerre messeniche (745-685).

4. Atene. Periodo dei re, degli arconti a vita ed a tempo; costituzione di Solone. I Pisistratidi (560-527).

5. Le colonie greche in Sicilia, in Italia e sul Mar Nero.

6. La guerra persiana (500-459). Cause della contesa: ribellione jonica — Prima spedizione (493). Rotta dei persiani, 2ª spedizione. Battaglia di Maratona, 3ª spedizione: esercito di Serse: le Termopili; battaglia navale di Salamina, terrestre di Platea. La flotta greca. Gesta di Pausania e di Cimone, egemonia ateniese, Milziade, Aristide, Temistocle.

7. Grandezza di Atene. Pericle — Guerra del Peloponeso, sue cagioni, suo sviluppo. Falange tebana: pace di Nicia (422). Guerra in Sicilia. Filippo, Demostene, Alcibiade, Lamaco. Vittoria di Lisandro sugli ateniesi. I trenta tiranni. Egemonia spartana. Guerre con Tebe. Pelopida ed Epaminonda.

8. I Macedoni — I re di Macedonia si vantano discendenti d'Ercole. Aminta I soggetto al satrapo persiano di Troia. Alessandro suo figlio si rivolta e sta pei Greci. Perdicca sta per gli Spartani contro Atene. Gilippo chiamato in soccorso dai Tebani entra nella Focide, poi occupa Elatea. Combattuto da Atene e Tebe vince Acheronea. I Greci si assoggettano e lo fanno loro capitano contro i Persiani. Muore prima di passare in Asia.

9. Alessandro il Grande vince i Tebani ribelli e passa in Asia (333). Battaglia d'Isso; conquista della Fenicia, della Palestina, dell'Egitto. Alessandro vince Dario ed Arbella, sottomette i Sciti e gl'Indiani sino all'Ifasi e all'Indo. Flotta (1800 navi) di Narco; Alessandro muore a Babilonia (325).

10. Divisione della monarchia di Alessandro. Arideo, Alessandro, Antipatro, Lisimaco, Tolomeo Ladige, Antigono, Eumene. Guerre interne. La Grecia insorge con vicende varie: e finalmente Roma ne fa la sua preda.

11. Arti e lettere greche e macedoniche.

IV. — Geografia elementare.

1. Nomenclatura geografica. Circoli massimi. Latitudine e longitudine. Carte geografiche. Parti del Globo. Terre e mari: loro proporzioni. Estensione, profondità e salsedine dei mari. Correnti e loro cause generali. Montagne e vulcani. Razze umane: forme di governo.

2. L'Europa. Superficie, montagne, fiumi, isole, mari, popolazione, stati, città principali, governi, nazioni.

3. L'Asia. Superficie, sistemi di montagne, popolazione, fiumi, isole, mari, venti periodici, Stati, governi, città principali, città marittime. Colonie europee.

4. L'Africa. Coste sul Mediterraneo e sugli Oceani. Fiumi, popolazioni, governi, città, colonie europee, isole.

5. L'America. Scoperta. Caratteri principali del nuovo continente. Catene di montagne, produzioni, fiumi, mari, Stati principali, grandi città, capitali terrestri o marittime. Colonie europee.

6. L'Oceania. Scoperta fattane e quando. Montagne. Isole madreporiche. Colonie principali e Stati indigeni. Grandi città commerciali.

(Seguono la *Tabella del corredo dell'allievo* e il *Modello dell'atto legale di sottomissione*).

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifica d'intestazione (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: n. 443549 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al numero 48249 della soppressa Direzione di Torino), per lire 85, al nome di *Pezzivolo Don Pietro* fu Giacomo, domiciliato in None, fu così intestata per errore occorso

nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Pecivolo Don Giovanni Pietro* fu Giacomo, domiciliato in None, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, li 8 aprile 1879.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: num. 657381 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 30, al nome di *Testa* Luigia di Tomaso, minore, sotto la patria potestà, domiciliata in Bogliasco (Genova), è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Tasso* Luigia di Tomaso, il resto come sopra, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, li 8 aprile 1879.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per cento, cioè: num. 234149 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al num. 51209 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 35; n. 252933 (69993 Napoli), per lire 5, al nome di *Melino* Filomena, Fortunata, Luigi, Giacomo, Vittoria, Francesco, Paolo e Marianna fu Raffaele, minori, sotto l'amministrazione di Guarino Carmela, loro madre, e *Mulino* Vincenzo fu Raffaele, domiciliati in Napoli, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a *Molino* Filomena, ecc., ecc., ecc., veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, li 9 aprile 1879.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

BOLLETTINI *officiali delle estrazioni del lotto seguite il dì* 19 *aprile* 1879, *con l'intervento dei funzionari designati dall'art.* 22 *del decreto Reale* 5 *novembre* 1863, *n.* 1534.

ROMA	62	76	84	54	48
FIRENZE	8	10	87	61	34
NAPOLI	58	19	80	2	50
TORINO	13	40	22	70	18
BARI	79	63	52	87	6
MILANO	51	68	18	73	28
VENEZIA	52	75	36	12	33
PALERMO	27	8	71	83	43

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

L'*Indépendance Belge* dice che il partito conservatore inglese subisce in questo momento una prova più crudele di tutte quelle che esso ha sopportate da quasi due anni. Dopo avere resistito a tutti gli assalti della opposizione capitanata da Gladstone, da Bright, e da Hartington, gli era riservato di vedersi infliggere un biasimo quasi senza precedenti nella storia politica inglese.

L'antico ministro degli affari esteri, lord Derby, poco stante collega di lord Beaconsfield, si è posto in lotta coi suoi vecchi amici ed ha reso pubblico il fatto dando la sua dimissione da vicepresidente della Unione delle Associazioni Conservatrici del Lancashire.

Questa evoluzione dell'antico capo del *Foreign Office* non è ad ogni modo improvvisa. Era preveduta da lungo tempo. Se egli non passa con armi e bagaglio nel campo liberale, si crede almeno che lord Derby si maneggerà per la formazione di un terzo partito destinato ad accogliere quei conservatori i quali mano mano si staccheranno dai *tories*.

Il giornale belga dice che questa conversione politica di lord Derby è un grande avvenimento ed avrà un contraccolpo ed una influenza grandissima. La dimissione di lord Carnarwon e di lord Derby, che si ritirano dal gabinetto perchè non approvano la politica personale di lord Beaconsfield, era stata un primo fatto. Ora lord Derby compie l'opera staccandosi dai conservatori i quali ne sono molto impensieriti.

Sta per essere presentato alla sanzione del Parlamento britannico un *bill* di riforma della legislazione criminale.

Fra gli articoli di tale legislazione ve n'ha uno che concerne i giornali di ricatto e che commina la pena dei lavori forzati (*penal servitude*) a chiunque avrà minacciato di pubblicare un libello affine di intimidire e di estorcere danaro. In Inghilterra non c'è remissione per i bravi della penna. Ce ne sono pochi, ma pure si trova che le leggi, già tanto severe contro i calunniatori ed i libellisti, non lo sono ancora abbastanza e si vuole punirli mandandoli al bagno.

Il *Mémorial Diplomatique* annunzia che al ministero degli esteri d'Inghilterra si lavora attivamente per inaugurare prossimamente le relazioni diplomatiche colla Romelia. Lord Salisbury ha manifestato il desiderio di vedere a Londra il signor Callimaki-Catargi, in qualità di ministro plenipotenziario. Nelle sfere politiche la scelta di questo diplomatico è desiderata nell'interesse dei due governi.

I giornali di Costantinopoli parlano di un nuovo incidente nelle faccende orientali. Allegando che il bilancio del principato non gli permette di istituire o mantenere degli agenti montenegrini a Costantinopoli e nelle altre città dell'impero ottomano, il principe Nicola del Montenegro avrebbe domandato di porre i suoi sudditi in Turchia sotto la protezione degli agenti russi. L'ambasciatore russo a Costantinopoli, principe di Lobanoff, avrebbe anche notificato alla Sublime Porta di aver ricevuto dal proprio governo l'ordine di assumere la protezione dei sudditi montenegrini. La Porta

avrebbe risposto che non poteva ammettere la protezione russa, perchè, a termini dell'art. 31 del trattato di Berlino, il Montenegro deve mettersi direttamente d'accordo col governo ottomano per lo stabilimento di relazioni diplomatiche fra i due Stati.

A Costantinopoli non si intende punto di lasciar godere ai montenegrini i benefici delle capitolazioni, di cui godrebbero per il solo fatto della protezione russa; e forse, aggiungono i giornali turchi, le altre potenze interessate non vedrebbero di buon occhio che la Russia facesse in qualche modo suo vassallo il principe del Montenegro.

L'*Havas* ha da Pietroburgo, 18 corrente, un dispaccio telegrafico in cui si dà notizia del ricevimento del Consiglio municipale di quella città, che si recò a felicitare l'imperatore.

Rispondendo alla allocuzione che gli venne diretta, l'imperatore disse di ringraziare il Consiglio municipale dei sentimenti dal medesimo espressi e dei quali S. M. non aveva mai dubitato. Rivolgendosi poi particolarmente ai membri del Consiglio che sono proprietari di case, l'imperatore disse essere necessario che sorvegliassero i rispettivi inquilini, aiutando così la polizia e non dando asilo a persone sospette.

L'imperatore disse inoltre che dopo ciò che è accaduto bisogna riguardare la situazione in modo estremamente serio, e che, senza di ciò, nessun galantuomo potrebbe fra poco mostrarsi sulla pubblica via. Disse che se egli, l'imperatore, fu preservato dalla morte, il generale Mesentzeff però ha dovuto soccombere; rammentò inoltre l'attentato contro il generale Drenteln, e terminò dichiarando di contare sul concorso e sull'appoggio del Consiglio municipale, a cui incombe l'obbligo di venire in aiuto al governo.

Le parole dell'imperatore vennero accolte con applausi entusiastici.

Di questi giorni devono aver luogo a Vienna delle conferenze ministeriali per l'assestamento di varie questioni importanti, e nominatamente di quella dell'amministrazione della Bosnia e dell'Erzegovina. È noto che il governo ha dichiarato che ai Parlamenti di Vienna e di Pest sarebbe riservato un certo controllo sull'amministrazione di quelle provincie. Però l'esercizio pratico di questo sindacato presenta delle gravi difficoltà, in quanto la Bosnia e l'Erzegovina non appartengono nè all'Austria, nè all'Ungheria, e si trovano poste, per conseguenza, fuori della cerchia delle attribuzioni delle Camere di Vienna e di Pest. Esse formano in certa guisa un dominio indiviso e comune alle due parti della monarchia. A questo titolo gli affari di quelle provincie entrano nella categoria di quelli che sono riservati alle Delegazioni austro-ungheresi. Si tratta quindi di domandare che i Parlamenti di Pest e Vienna conferiscano, con mandato speciale, alle Delegazioni, la missione di controllare l'amministrazione della Bosnia ed Erzegovina.

Secondo i giornali austriaci, questa questione sarà oggetto di vive controversie nelle due capitali, non essendo certo che i due Parlamenti vogliano rinunziare al diritto di controllo diretto.

Il Consiglio municipale di Berlino ha presentato al Reichstag una petizione contro i diritti sul grano e sul bestiame. Questo documento estesissimo, che reca la firma del primo borgomastro, signor de Forckenbeck, tratta la questione dei dazi sul grano e sul bestiame, connettendola strettamente alle condizioni particolari della capitale dell'impero. I rappresentanti di Berlino si sono pronunziati contro qualsiasi tassa sugli alimenti di prima necessità, e la risoluzione venne presa alla unanimità dei voti meno uno.

I delegati dei porti di mare adunati a Berlino hanno deliberato di indirizzare al Parlamento una petizione, nella quale si pronunziano contro ogni specie di dazio sui grani, sui ferri e sui legnami. In massima, essi non elevano obbiezioni contro i diritti della finanza, ma trovano che i dazi sul the, sul caffè, sul tabacco, sul petrolio e su taluni altri oggetti sono troppo elevati.

Intorno al congresso dei delegati delle città marittime tedesche, congresso adunatosi il 18 corrente a Berlino onde deliberare sulla tariffa doganale, si hanno queste altre informazioni.

Ventitre città e porti vi erano rappresentati. I delegati erano quarantadue.

La conferenza venne aperta dal signor Lutteroth, membro della Camera di commercio di Amburgo, il quale annunziò le due questioni da discutersi; cioè l'esame dei danni che deriverebbero alle piazze marittime dal progetto di tariffa e la redazione di una petizione al Parlamento.

La conferenza adottò una proposta diretta ad inviare avanti il 1° maggio al Parlamento una petizione onde pregarlo di respingere l'articolo 5° del progetto (tasse di rappresaglia) e l'articolo 9° (imposta sui cereali ed altri prodotti agricoli). Insomma l'opinione dominante fu che la nuova tariffa recherebbe un danno sensibile al commercio delle città marittime ed agli interessi economici della Germania, i quali sarebbero, almeno in parte, colpiti mortalmente.

L'articolo della tariffa sulla sopratassa di deposito è stato fatto segno ad attacchi particolarmente vivaci. Alcuni oratori espressero l'opinione che un tale articolo esilierebbe tutto il commercio dei cereali dai porti tedeschi e lo sospingerebbe verso i porti russi del Baltico.

La sessione del Congresso del Messico è stata aperta il 1° aprile. In questa occasione il presidente Porfirio Diaz ha indirizzato alle due Camere un messaggio nel quale annunzia che il governo ha concluso un contratto per l'immersione di una corda telegrafica tra il Messico e gli Stati Uniti, la quale raggiungerebbe il Pacifico attraversando l'istmo di Tehuantessec. Esso prega il Congresso di approvare il progetto di una Esposizione universale a Messico.

Alludendo alle relazioni del Messico cogli Stati Uniti, il generale Diaz si lagna perchè il governo di Washington non ha ancora ritirate le istruzioni che ingiungevano al generale americano Ord di mantenere un corpo d'osservazione sulla frontiera del Texas.

Era stata divulgata la voce d'una partecipazione probabile della Repubblica Argentina alla guerra scoppiata tra il Chilì e la Bolivia. La voce è senza fondamento, ed ebbe origine da un malinteso. Esiste, è vero, una controversia tra la Repub-

blica Argentina ed il Chilì a proposito della Patagonia, ma essa è in via d'accomodamento in seguito ad una convenzione conchiusa nel dicembre scorso, nella quale fu stabilito di deferire la quistione ad un tribunale d'arbitri. Ciò che domanda ora il governo argentino a quello del Chilì si è la pronta riunione degli arbitri dell'una e dell'altra parte.

Il gabinetto di Buenos-Ayres essendo stato informato delle disposizioni ostili che gli si attribuivano di fronte al Chilì si è affrettato ad inviare al signor Carlos Calvo y Capdevila, console generale a Londra, un dispaccio in cui lo prega di smentire l'esistenza di qualsiasi complicazione tra la Repubblica Argentina ed il Chilì.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Vienna, 21. — L'imperatore ricevette oggi, in occasione delle sue nozze d'argento, le felicitazioni dei ministeri austriaco ed ungherese, delle Deputazioni del Parlamento ungherese, dell'Episcopato ungherese e della Dieta croata.

Sua Maestà ringraziò per queste testimonianze di lealtà.

Dappertutto si fanno preparativi per questa festa.

San Vincenzo, 20. — È arrivato ed è ripartito per Genova il postale *Nord America*, della Società Lavarello.

Gibilterra, 20. — Il postale *Italia*, della Società Rocco Piaggio e figli, è giunto stamane, proveniente da Genova e Barcellona, e ripartirà per la Plata, appena il tempo lo permetterà.

Madrid, 21. — Ecco il risultato delle elezioni:

Furono eletti 275 ministeriali, 32 costituzionali e 58 appartenenti ad altri partiti.

Canovas, Romero, Sagasta, Castellar, Martos ed Echegarray, trovansi fra gli eletti.

Vi furono molte astensioni.

Londra, 21. — *Camera dei Comuni*. — Northcote dice che la marcia sopra Cabul non può essere stata ordinata senza un avviso preventivo dato al governo, e questo non ha sazionato, nè dato alcun ordine di marciare sopra Cabul.

La Camera approvò quindi il credito necessario per lo stipendio di Wilson in Egitto.

Costantinopoli 21. — Il Consiglio dei ministri discusse ieri la quistione egiziana.

Pietroburgo, 21. — A Mosca una grande inondazione recò danni considerevoli. L'acqua continua a crescere.

Bruxelles, 21. — È avvenuto uno sciopero di 4733 minatori.

Si teme che lo sciopero si estenda al bacino di Mons.

Vienna, 21. — Alla Camera dei deputati, il ministro delle finanze De Pretis dichiarò che non è giunto ancora il momento di trattare la quistione monetaria, ma che, appena sarà giunto il momento opportuno, farà procedere ad un'inchiesta su questo proposito.

Il bilancio delle finanze fu quindi approvato, secondo la proposta della Commissione.

Londra, 21. — Lord Salisbury e Northcote, rispondendo ad una deputazione dei raffinatori dello zucchero, i quali reclamavano l'abolizione dei premi sugli zuccheri in Francia ed in Olanda, riconobbero che i lamenti dei raffinatori sono giusti, ma non vollero impegnarsi, e dissero che la principale difficoltà consiste nel persuadere i governi stranieri a modificare il loro sistema sui premi.

Atene, 21. — La notizia del giornale viennese *La Post* che la Grecia non sia punto disposta a rivendicare colla forza i diritti che le furono conferiti dal trattato di Berlino non ha alcun fondamento.

La Grecia è decisa di sopportare tutti i sacrifizi per realizzare questi diritti.

CONGRESSO INTERNAZIONALE DEI METEOROLOGISTI
IN ROMA

4ª Adunanza generale, 21 aprile, ore 10 ant.

S. E. il Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio apre la seduta ringraziando i delegati stranieri della loro partecipazione al Congresso di Roma, ed esprimendo la sua viva soddisfazione di poter fare la loro conoscenza personale.

Dopo la lettura e l'approvazione del processo verbale della 3ª seduta il presidente presenta, a nome del comm. L. Bodio, direttore della Statistica, i primi due volumi dell'opera intitolata: *Monografia di Roma e Campagna Romana*, con atlante. Ciascun delegato riceverà una copia di quest'opera.

L'ordine del giorno porta l'elezione del Comitato permanente. I delegati votanti sono 26, e il Comitato risulta così composto:

Mascart (Francia) eletto con 26 voti.
Wild (Russia) eletto con 25 voti.
Scott (Inghilterra) eletto con 25 voti.
Buys-Ballot (Olanda) eletto con 24 voti.
Cantoni (Italia) eletto con 23 voti.
Hann (Austria) eletto con 22 voti.
Neumayer (Germania) eletto con 21 voti.
Mohn (Norvegia) eletto con 20 voti.
Capello (Portogallo) eletto con 15 voti.

Il presidente della Commissione II, prof. Blaserna, legge quindi il rapporto sui lavori della Commissione, ed il Congresso adotta le proposizioni seguenti:

1. I vari paesi sono invitati a stabilire in un certo numero di punti, avuto riguardo alle condizioni locali, delle stazioni dove si eseguiscano osservazioni continue per mezzo di strumenti registratori, ovvero osservazioni orarie durante parecchi giorni in ciascun mese, od anche osservazioni continue equidistanti, almeno 8 volte al giorno, onde ottenere i dati necessari per ridurre alla media vera le medie di osservazioni fatte 2 o 3 volte al giorno nelle stazioni ordinarie.

2. Il Congresso propone che si adotti il modo di pubblicazione già introdotto in molti paesi, proposto dal Comitato per le osservazioni di un certo numero di stazioni di secondo ordine, scelte come stazioni internazionali.

3. Si raccomanda vivamente di osservare la direzione delle nubi superiori e specialmente dei cirri in alcune stazioni di ciascun paese, e di pubblicare queste osservazioni in forma di appendice.

4. I riassunti mensili ed annuali (redatti secondo le norme suggerite dal Congresso di Vienna) contengono la frequenza del vento per le otto direzioni principali. Si propone di pubblicare insieme anche la *intensità media* del vento, per il massimo numero possibile di stazioni, per ciascun mese e per l'anno. Se lo *schema* adottato offre uno spazio sufficiente, è bene mettere vicini i numeri che rappresentano la frequenza e la forza del vento: in caso contrario è meglio aggiungere tutto in forma di appendice.

5. Il Congresso crede che sarebbe molto utile di pubblicare un dizionario internazionale di meteorologia.

6. Il Congresso propone di pubblicare:

a) Un catalogo delle serie d'osservazioni;

b) Un catalogo delle opere e memorie di meteorologia.

Quanto alla categoria *a*) si invitano i direttori dei diversi servizi meteorologici a pubblicare il catalogo delle osservazioni edite ed inedite dei loro paesi, e di informare addirittura il Congresso dei lavori di questo genere già eseguiti.

Quanto alla categoria *b*) il Congresso crede che i lavori già fatti dal signor Cleveland Abbe, ed i cataloghi stampati della Biblioteca della Società meteorologica di Londra e dell'Osservatorio di Bruxelles, potrebbero bene servire di base per i lavori più estesi, invitando i proprietari di altre Biblioteche meteorologiche ad aggiungere l'elenco delle opere e memorie che non sono ancora inserite in questi cataloghi.

7. La riduzione delle altezze barometriche al livello del mare, fatta mediante l'aggiunta di una quantità costante per tutto l'anno, non è permessa che per altitudini inferiori a 20 metri, se si vuol ottenere una precisione di $\pm$ 0,5.

Per le stazioni più alte di 20 metri bisogna perciò tenere conto, secondo il metodo di Laplace, della temperatura dell'aria e approssimativamente dell'umidità relativa.

8. Nei bollettini del tempo è bene aggiungere alle altezze barometriche ridotte al livello del mare, le altezze non ridotte. Nelle altre pubblicazioni è *necessario* di avere in ogni caso le altezze non ridotte.

9. Si desidera che il Comitato internazionale rediga delle nuove tavole uniformi per la riduzione delle altezze barometriche al livello del mare.

10. Si desidera pure che il Comitato si incarichi di preparare una collezione di tavole meteorologiche che possano essere adottate nelle reti meteorologiche di tutti i paesi.

REALE ACCADEMIA DI MEDICINA DI TORINO

Nella seduta del 3 gennaio 1879 il socio Perosino legge una sua Memoria sulle *Tasche aeree dei solipedi*. In essa ricorda i molti esperimenti che aveva istituito fin dal 1850, stati pubblicati nel 1853; dai quali risultava dimostrato che l'aria entra in questi ricettacoli nell'atto della espirazione, e non in quello della inspirazione come veniva generalmente ammesso. Questi esperimenti conducevano alla conclusione che tali organi, oltre ad avere usi relativi all'audizione, erano attinenti alla funzione della respirazione. L'esito degli esperimenti dell'autore avendo nel 1877 incontrato opposizioni per parte dei professori Günther ed Harms, di Annover, il Perosino volgeva preghiera ai professori Gotti, di Bologna, e Vacchetta, di Pisa, di voler ripetere gli esperimenti già da lui istituiti, e questi vennero a confermare pienamente le sue conclusioni.

Nella seduta delli 10, il socio Reymond legge una sua relazione da lui presentata al nostro consigliere comunale, comm. N. Bianchi, *sulle oftalmie contagiose nelle scuole di Torino*. Ricorda i provvedimenti adottati nello scorso anno contro questa malattia, e ne dimostra la insufficienza. Dice che l'accrescimento costante del numero degli alunni infetti dipende da cause che devono essere cercate nelle scuole stesse. Egli ha osservato che il numero dei nuovi casi si accrebbe in una proporzione press'a poco uguale in tutte le scuole, e non minore in quelle meglio e più recentemente costrutte.

Ammette la propagazione per contagio di queste oftalmie, e ne dà le prove. Presenta tabelle dimostrative dalle quali risulta che nei primordi del morbo le diverse manifestazioni che lo caratterizzano si alternano, si succedono, svaniscono, per ricomparire; e tutto ciò colla massima rapidità. Afferma che l'esperienza dimostra che gli affetti, in periodo non acuto, non soffrono (dalla loro convivenza in classe) tali disturbi od aggravamenti da dover essere esclusi dalle scuole, sempre quando queste siano bene organizzate e sorvegliate. Dice che gli alunni malati non devono mai essere frammisti ai sani; e che ammesso pure che l'oftalmia non diventi contagiosa che in alcuna delle sue fasi, la successione di queste fasi si opera, specialmente nella vita dello scuolaro, con tale frequenza e rapidità, che non è possibile di sorprenderla in tempo utile per impedirne la propagazione contagiosa.

Nella seduta delli 17, il socio Bizzozero presenta un suo strumento, il *Cromocitometro*, che serve in doppio modo a misurare la ricchezza globulare del sangue: cioè serve in un modo da citometro, ossia da misuratore della quantità dei globuli del sangue che si esamina, e nell'altro da cromometro, ossia da misuratore della ricchezza in emoglobina del sangue stesso. Egli col suo strumento dà alcune dimostrazioni. E poscia, descrivendo rapidamente il globulimetro di Mantegazza ed i vari cromometri (di Malanez e Hayem) fa notare i vantaggi che il suo può avere pel medico, il quale, con uno strumento di poco costo, e che richiede poca pratica, e con una mezza goccia di sangue, può, in tre o quattro minuti, determinare, con notevole precisione, un elemento di tanta importanza per l'organismo, quale è la ricchezza globulare del sangue.

In questa stessa seduta si procede alla nomina del vicepresidente, in surrogazione del defunto prof. Pietro Borsarelli, e riesce eletto il socio Porporati.

Nella seduta delli 24 si passa alla nomina di nuovi soci, e riescono eletti, a socio ordinario, il prof. Luigi Concato, ed a soci corrispondenti i signori dottori Molière Daniele, di Lione, e Teodoro Hussemann, professore a Gottinga.

Nella seduta delli 31 il socio Valerio legge un suo rapporto intorno ad alcuni scritti del prof. Silvestri e del dott. Andrea Aradas, di Catania.

Nella seduta delli 7 febbraio il dott. Bajardi legge i risultati di alcune sue *ricerche esperimentali intorno alla formazione e riduzione del callo nelle fratture delle ossa lunghe*. Sostiene che il callo vien formato dal periosto e dal midollo dell'osso, escludendo ogni compartecipazione da parte della corteccia dell'osso fratturato. A proposito di quella porzione del callo che si forma dal midollo (callo interno), ha trovato che la parte cartilaginosa del medesimo nasce per trasformazione diretta delle cellule midollari in cellule cartilaginee. L'autore, dopo aver descritta l'ossificazione del callo cartilagineo ed il perfezionamento del callo osseo, entra a parlare del processo di riduzione del callo stesso, e dice che i risultati delle sue ricerche confermano il fatto che questo processo consiste specialmente in una lenta osteite rarefacente e successiva osteite condensante.

Nella seduta delli 14 il socio Carlevaris legge un suo lavoro *sulla preparazione estemporanea del fosfuro di calce*. Il metodo di Carlevaris per questa preparazione consiste nel mescolare intimamente una parte di fosfato tricalcico delle ossa animali calcinate, ben secco e polverulento, con due parti di fina limatura di magnesio. Scaldando il miscuglio in tubo di ferro, il magnesio attinge l'ossigeno del fosfato tricalcico per trasformarsi in ossido, che resta mescolato al fosfuro. Il fosfuro di calcio è un escarotico che fu adoperato, con esito soddisfacente, dal dottore Ramello, all'Ospedale Mauriziano, per distruggere un'epitelioma.

Dopo questa lettura il socio Colomiatti espone i risultati di un suo studio anatomico ed esperimentale *sulla atrofia muscolare da causa nervosa*. Ricorda da principio le sue prime ricerche, inco-

minciate fin dallo scorcio del 1875, in casi di atrofia muscolare, avvenuta per diffusione del cancro lungo i nervi destinati ai muscoli atrofici. Parla del materiale di studio che si è in seguito procurato per confermare i dati raccolti in quelle prime ricerche, e pubblicati, in una nota preventiva nel marzo 1877. Dice di essere autorizzato ad affermare che il processo di atrofia nelle fibre muscolari, nelle condizioni da lui osservato, non è (generalmente parlando) un processo semplice, ma *combinato*, che ammette ad un tempo un processo passivo nella sostanza contrattile ed un altro attivo nelle cellule muscolari, i quali due processi nel medesimo sarcolemma camminano di pari passo. Nota le eccezioni a questa regola; e sostiene che, nella atrofia da lui studiata, dopo la scomparsa della sostanza contrattile, le fibre (pur conservando il sarcolemma) sono ritornate allo stato embrionale ; non però in virtù di una produzione di nuove cellule dalle preesistenti nelle fibre così ridotte, le quali cellule invece (senza dar luogo a giovani elementi per moltiplicazione) di nuovo acquistano la forma, le proporzioni e la significazione che avevano avuto prima che attorno a loro avesse fatto la sua comparsa quella sostanza contrattile, la quale per l'atrofia è sparita. E termina facendo alcune considerazioni sulla rigenerazione delle fibre muscolari atrofiche, studiata in rapporto col ritorno allo stato embrionale esposto ; e facendo notare i termini di paragone che esistono fra il tessuto muscolare a fibre striate, ed il tessuto nervoso a fibre midollate ordinarie.

Nella seduta delli 28 il professore Perroncito presenta pezzi di presciutti e ventresche di maiale provenienti da Cincinnati (America), e dimostra con preparati microscopici che i medesimi (come saggi presi dagli infetti) contengono un numero vario di trichine. Legge quindi un suo rapporto in cui espone la storia della sua scoperta fatta nel suo laboratorio di anatomia patologica alla Scuola Veterinaria fin dal 14 scorso, colla collaborazione nei suoi allievi. Dà un cenno statistico dei pezzi sottoposti all'esame microscopico, da cui risulta che su 233 ne vennero trovati 13 più o meno infetti. E si estende in ultimo in considerazioni di polizia sanitaria relative al caso.

L'Accademia si associa alle idee espresse dal prof. Perroncito, rilevandone il merito. E, in vista anche del caso di trichinosi scoperto in un cane dallo stesso prof. Perroncito fin dal 1876, delibera di fare un'inchiesta sulla trichinosi in Italia, nominando a membri della medesima i soci Bizzozero, Concato, Lombroso, Mosso e Colomiatti.

Il Segretario generale: COLOMIATTI.

NOTIZIE DIVERSE

Regia Marina. — Il R. piroscafo *Conte Cavour* partiva da Venezia il 18 corrente.

L'indomani mattina muovevano da Spezia le corazzate *Palestro* e *San Martino*, l'incrociatore *Cristoforo Colombo* ed il piroscafo *Washington*, quest'ultimo per dar principio alla campagna idrografica sulle coste di Sardegna.

La R. fregata *Vittorio Emanuele* è giunta alla Martinica il 19 corrente, e proseguirà il 21 per la Guayra.

Incendio a Rouen. — Al *Figaro* telegrafano da Rouen il 19 aprile:

« Questa sera, alle ore dieci, l'Alcazar è stato distrutto da un incendio. I danni ammontano a 210,000 franchi. »

Sinistro marittimo. — Telegrafano da Madrid il 19 che la macchina del piroscafo inglese *Straconshall*, carico di 1700 tonnellate di carbon fossile, fece esplosione in alto mare. Il ponte saltò per aria, ed il capitano e parecchi uomini dell'equipaggio rimasero feriti. Un rimorchiatore riuscì a trascinare lo *Straconshall* nel porto di Vigo.

Archeologia. — Giorni sono, nel fare degli scavi a Lincoln, in Inghilterra, venne scoperta una pietra migliare romana, consistente in un gran pilastro quadrato, che ha sette piedi e quattro pollici inglesi di altezza ed uno spessore di un piede e quattro pollici. L'iscrizione scolpita sopra uno dei lati reca il nome di Marco Vittorino Piavone, uno dei trenta tiranni di Trebellio Pollione, che dopo di essere stato il compagno di Postremo figura come il terzo degli usurpatori che successivamente s'impadronirono del governo della Gallia durante la ribellione contro Galliano, dopo che questi rimase sconfitto nella campagna di Persia, nel 220. Vittorino fu assassinato nel 268, dopo di avere regnato poco più di un anno, ragione per cui la pietra migliare testè scoperta deve datare dal 267.

L'iscrizione, nella quale una o due lettere rimangono ancora incerte, ed in cui la maggior parte delle parole sono abbreviate, è così concepita:

Imperatori Cæsari Marco Piavonio Victorino pio felici Augusto Pontifici Maximo tribunitis potestate patri patriæ. Ab S (*egoloco*) *mill. pass. XIIII.*

Segolocum, oggidì Littleborough, è un villaggio del Nottinghamshire, sulla sponda sinistra del Trent. Lo si trova pure menzionato nella 5ª e nella 8ª *Iter* di Antonino, nonchè nella 4ª *Iter* di Riccardo Cirencester, come la prima stazione dopo Lindum (Lincoln), ad una distanza di 14 miglia.

Le pietre migliari ben conservate sono di una gran rarità in Inghilterra, tanto è vero che se ne cita una sola, dell'epoca di Adriano, che si conserva nel Museo di Leicester. La pietra ultimamente scoperta è tanto più interessante, in quanto che, fino ad ora, in Inghilterra non conoscevasi che una sola iscrizione col nome di Vittorino, vale a dire quella che fu rinvenuta presso Neath, il *Nidum* di Antonino, nella contea di Glamorgan, e che ora fa bella mostra di sè nel Museo del Reale Istituto di Swansea.

Gli abitanti di Szegedin. — La *Correspondance de Pesth* scrive che la città di Szegedin, che fu quasi completamente distrutta dall'inondazione della Theiss, secondo l'ultimo censimento ufficiale, conta una popolazione di 42,595 abitanti, dei quali 10,517 dimoravano nella città centrale, 6844 nella parte bassa della città, 4234 nella città alta e 21,000 nelle *tanyas*, casette dei sobborghi.

Attualmente, 5000 degli abitanti di Szegedin si sono rifugiati a Pesth, 14,000 nel circondario di Kanizsa, 13,000 fra Mako, Kikinda, Temesvar, Hatszeg ed Arod, e 17,000 aspettano ancora di potersi rifugiare convenientemente.

Decessi. — Giovedì passato, scrive il *Journal de Genève* del 19, cessava di vivere monsignor Willi, vescovo di Coira, che occupava quella sede vescovile da circa due anni.

— L'*Univers* annunzia la morte, avvenuta a Nevers, di suora Maria Bernard, della Congregazione delle Suore dell'istruzione cristiana. Maria Bernard era Bernardetta Soubirous, la veggente di Lourdes.

— Al *Reveil du Dauphiné* scrivono da Brioude annunziando la morte del sig. Guyot-Montpayroux, deputato dell'Alta-Loira, che da oltre un anno era affetto da alienazione mentale.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 21 aprile 1879 (ore 13 35).

La burrasca esistente ieri sulle coste occidentali della Francia trovasi già sul Mediterraneo. Il barometro è disceso rapidamente di 5 mm. in Sardegna e sull'alto Adriatico; fino a 9 mm. nel resto dell'Italia superiore e centrale (Liguria ed Elba 752 mm.). Tempo piovoso o coperto in tutte queste regioni. Cielo nuvoloso nell'Italia meridionale, ove le pressioni sono quasi stazionarie, con mare mosso; agitato altrove. Venti tra scirocco e libeccio forti quasi dappertutto; fortissimi nel canale di Piombino e all'Elba. Mare grosso in questi paraggi. Scirocco forte e mare agitato anche sulle coste della Dalmazia e dell'Istria. Ieri pioggie nella Terra d'Otranto, a Messina e a Napoli. Da stanotte scirocco forte e pioggie in Piemonte, in Liguria, nel Veneto e in Toscana; copiose a Genova e a Porto Maurizio. Il tempo cattivo estendesi anche nel mezzogiorno, ove sono pure a temersi dei venti forti e mare molto agitato.

Osservatorio del Collegio Romano — 21 aprile 1879.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^{m}, 65.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	759,0	756,7	755,3	755,5
Termomet. esterno (centigrado)	13,1	17,6	16,2	15,6
Umidità relativa...	83	52	58	76
Umidità assoluta...	9,28	7,55	7,91	8,55
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	S. 13	S. 27	S. 38	S. 24
Stato del cielo......	10. gocce	9. nuvolo	10. coperto	10. piove

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente).

Termometro: Massimo = 18,5 C. = 14,8 R. | Minimo = 12,0 C. = 9,6 R.

Pioggia in 24 ore: gocce al mattino e alle nove pom.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 22 aprile 1879.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI Lettera	CONTANTI Danaro	FINE CORRENTE Lettera	FINE CORRENTE Danaro	FINE PROSSIMO Lettera	FINE PROSSIMO Danaro	Nominale
Rendita Italiana 5 0/0	1° luglio 1879	—	—	83 92	83 87	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0 - Emissione 1860/64	1° aprile 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	95 20
Prestito Romano, Blount	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	94 15
Detto detto Rothschild	1° dicembre 1878	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	100 20
Prestito Nazionale	1° aprile 1879	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	"	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	"	—	—	86 25	86 —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regìa Cointeressata de'Tabacchi	1° gennaio 1879	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	875 —
Obbligazioni dette 6 0/0	"	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1879	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	450 —
Banca Nazionale Italiana	1° luglio 1878	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2100 —
Banca Romana *	1° gennaio 1879	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1190 —
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	1° gennaio 1879	500 —	250 —	501 25	501 —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	"	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	760 —
Cartelle Credito Fondiario Banco Santo Spirito	1° aprile 1879	500 —	—	457 50	456 —	— —	— —	— —	— —	— —
Compagnia Fondiaria Italiana	1° gennaio 1876	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	1° aprile 1866	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	1° gennaio 1873	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	1° gennaio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	374 —
Obbligazioni dette	1° ottobre 1878	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per cento (oro)	1° gennaio 1879	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	"	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Romana per l'illuminazione a Gas	1° gennaio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	618 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società dell'Acqua Pia antica Marcia	1° gennaio 1879	500 —	500 —	557 —	555 —	— —	— —	— —	— —	— —
Obblig. Ferrovie Sarde nuova emiss 3 0[0	1° aprile 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	254 —
Az. Str. ferr. Palermo-Marsala-Trapani	1° gennaio 1879	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	501 —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	108 67	108 52	— —
Marsiglia	90	— —	— —	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	27 48	27 43	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 lire	—	21 92	21 90	— —
Sconto di Banca	5 0[0	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti

5 0[0 - 1° semestre 1879: 86 07 cont. - 86 12 1[2 fine.

Parigi *chèques* 109 50.

Banca Generale 501, 501 25, 502 fine.

Il Sindaco A. PIERI.

Il Deputato di Borsa GALLETTI.

SOCIETÀ DELL'ACQUA PIA (ANTICA MARCIA)

BILANCIO al 31 dicembre 1878

approvato nell'Assemblea generale del 12 aprile 1879.

ATTIVO.

Voce			
1. Capitale-Acqua di proprietà sociale:			
Valore di costo al 31 dicembre 1877 come al precedente bilancio	L. 5,690,348 68		
Sviluppo dato alla canalizzazione interna	„ 31,529 96		
Condutture trimestrali	„ 30,264 02		
		L. 5,752,142 66	
Defalco del costo dell'acqua venduta nell'anno		„ 36,436 01	
Valore di costo dell'acqua al 31 dicembre 1878			L. 5,715,706 65
2. Numerario:			
Banco Terwagne, conto corrente		L. 156,452 90	
Idem fondo di manutenzione		„ 13,308 60	
Banca Generale		„ 209 50	
Cauzione nella Cassa governativa		„ 85,905 63	
Contante nella Cassa sociale		„ 2,251 66	
			„ 258,128 29
3. Portafoglio:			
Fede di deposito comunale		L. 300,000 „	
6 azioni della Società (in prezzo d'acqua)		„ 3,000 „	
Effetti diversi		„ 16,092 60	
			„ 319,092 60
4. Valori diversi:			
Fabbricato e cortile al Maccao		L. 8,407 54	
Materiali ed attrezzi in magazzeno		„ 126,154 49	
Mobili ed utensili dell'ufficio		„ 6,968 68	
			„ 141,530 71
5. Debitori diversi			„ 168,177 29
			Lire It. 6,602,635 54

PASSIVO.

Voce		
1. Azioni sociali, 10,000 di lire 500		L. 5,000,000 „
2. Obbligazioni, 876 di lire 500		„ 438,000 „
3. Fondo di manutenzione		„ 16,762 98
4. Creditori diversi		„ 582,638 09
5. Azionisti:		
Cuponi nn. 13, 14 e 15	L. 336,300 „	
Cuponi n. 18	„ 125,000 „	
Cuponi non esatti degli altri nn. in pagamento	„ 28,779 33	
		„ 490,079 33
Eccedenza dell'attivo eguale all'utile netto		„ 75,155 14
		Lire It. 6,602,635 54

1877

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI ROMA

Appalto della manutenzione della strada provinciale Salaria da Porta Salaria al principio dei parapetti del Ponte di Corese, per sette anni dal 1° aprile 1879 *al* 31 *dicembre* 1885.

AVVISO D'ASTA.

Innanzi l'ill.mo signor prefetto presidente della Deputazione provinciale, o di chi lo rappresenta, il giorno 30 del corrente mese, alle ore 12 meridiane, nella segreteria della Deputazione, situata nel palazzo della Provincia in Piazza dei SS. Apostoli, si procederà al primo esperimento d'asta, col metodo dei partiti segreti, per l'appalto della manutenzione di detta strada sul canone annuo di lire 26,457 17, come al capitolato dell'ufficio tecnico; osservate le formalità prescritte dal regolamento sulla Contabilità dello Stato approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852.

Le schede di offerta scritte in carta da bollo da lira 1 e debitamente suggellate e sottoscritte dagli offerenti dovranno contenere in tutte lettere la indicazione chiara e precisa del ribasso che s'intenderà offrire sul prezzo suindicato.

Per essere ammesso all'esperimento d'asta ciascun concorrente dovrà presentare un certificato d'idoneità rilasciato da un ingegnere dell'ufficio tecnico provinciale di Roma, o del Regio Corpo del Genio civile, di data non anteriore di sei mesi al giorno dell'incanto.

A garanzia provvisoria degli atti d'asta dovrà ciascuno dei concorrenti depositare contemporaneamente alla scheda lire 1300 in moneta o biglietti di Banca aventi corso legale, e per cauzione definitiva a garanzia del contratto dovrà l'aggiudicatario depositare all'atto della stipulazione lire 2700 in moneta o biglietti come sopra, ovvero in rendita consolidata al corso di Borsa del giorno antecedente a quello in cui avrà luogo la stipulazione.

Sono a carico dell'appaltatore tutte le spese d'asta, registro, bollo e copie del contratto.

Il capitolato è visibile nella segreteria della Deputazione dalle ore 9 antimeridiane alle 4 pomeridiane di ciascun giorno, esclusi i festivi.

Il tempo utile (fatali) a presentare le offerte di ribasso del ventesimo è fissato alle ore 12 meridiane del giorno 10 del prossimo mese di maggio.

Roma, lì 21 aprile 1879.

1934 *Il Segretario Generale*: A. BOMPIANI.

(1ª *pubblicazione*)

SOCIETA' ANONIMA

della Strada Ferrata VIGEVANO-MILANO per ABBIATEGRASSO

con stazione a Porta Ticinese

Il Consiglio d'amministrazione previene i signori azionisti della Società che essi sono convocati in assemblea generale ordinaria il giorno 17 maggio prossimo venturo, alle ore 12 meridiane, nel locale di residenza dell'Amministrazione sociale, corso Venezia, n. 31, per la trattazione degli oggetti indicati nel seguente.

Ordine del giorno:

1. Nomina del presidente dell'assemblea, a termini dell'art. 24 dello statuto;
2. Relazione del Consiglio d'amministrazione sull'andamento della gestione sociale;
3. Relazione della Commissione di revisione sul bilancio sociale dell'anno 1878, a termini dell'art. 25 dello statuto, e approvazione dello stesso, con determinazione del dividendo agli azionisti;
4. Elezione di 4 membri del Consiglio d'amministrazione, 3 dei quali in surrogazione dei signori Bretti cav. avv. Pier Luigi, Gavazzi dott. Giovanni, e Mira cav. ing. Carlo, cessanti per turno di anzianità, i quali potranno essere rieletti, e l'altro in surrogazione del defunto signor Fortis commendatore Guglielmo;
5. Elezione della Commissione di revisione pel bilancio dell'anno 1879.

All'assemblea hanno diritto di intervenire tutti i possessori di azioni, ma non hanno voto che i possessori di cinque azioni. I possessori di un numero maggiore di azioni hanno un voto ogni cinque azioni, ma non possono avere più di cinque voti. Gli azionisti possono farsi rappresentare da un procuratore munito di speciale mandato, anche per semplice lettera, purchè sia esso pure azionista; e questi potrà così avere cinque voti per sè e cinque pel mandatario (art. 19 dello statuto).

Per avere diritto d'intervenire all'assemblea, gli azionisti possessori di titoli al portatore dovranno depositare i loro titoli presso l'ufficio della Società in Milano almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'assemblea, e loro sarà rimesso un certificato di ricevuta dei medesimi. Questo certificato nominativo personale indicherà il numero delle azioni depositate e il numero dei voti che spettano al portatore, e servirà per carta d'ammissione all'assemblea stessa, anche nel caso della successiva riunione (art. 23 dello statuto).

Gli azionisti possessori di titoli nominativi iscritti nei registri della Società cinque giorni prima da quello fissato per l'assemblea sono dispensati per lo intervento alla medesima dalla formalità del deposito. Dovranno però presentare i propri titoli all'ingresso della sala per le debite ricognizioni ed annotazioni (art. 23 suddetto).

A sensi dell'art. 18 dello statuto, l'assemblea si riterrà legalmente costituita quando vi siano intervenuti almeno 25 azionisti i quali rappresentino 1/3 del capitale sociale, e le sue deliberazioni saranno valide quando abbiano ottenuta la maggioranza assoluta dei voti degli azionisti presenti, a termini del successivo articolo 26 del detto statuto.

Qualora alla prima convocazione non si ottenesse la rappresentanza preaccenata, si farà luogo ad una seconda convocazione pel 28 maggio successivo.

Milano, dall'ufficio della Società, Corso Venezia, n. 31, li 20 aprile 1879.

1932 **LA PRESIDENZA.**

CITTÀ D'IVREA

Avviso di deliberamento d'appalto.

L'appalto delle opere di ricostruzione dell'acquedotto maestro e riforma del selciato con ruotaie e marciapiedi nella via principale della città, a partire da Porta-Vercelli sino all'incontro della Casa Ferreri in via Arduino, per una lunghezza di metri 422 80, e di cui in precedente avviso d'asta delli 29 marzo or scorso, venne nell'incanto seguito stamane deliberato mediante il ribasso di lire 14 05 per 100 e così per la somma di lire 54,148 50.

Il pubblico è perciò diffidato che il termine utile per presentare un'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo della predetta somma, scade al mezzodì delli tre maggio p. v.

Ivrea, 18 aprile 1879.

1908 *Il Segretario*: F. VALCAUDA.

INTENDENZA DI FINANZA IN PARMA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle rivendite di Casarola, Sacca, S. Martino, situate nei comuni di Monchio, Colorno, Valmozzola, assegnate per le leve ai magazzini di Langhirano, Colorno, Borgotaro, e dei presunti redditi lordi di lire 194 73, 235 49, 247 68.

Le rivendite saranno conferite a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da cent. 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico dei concessionari.

Parma, addì 12 aprile 1879.

1821 *L'Intendente*: TARCHETTI.

REGIO TRIBUNALE CIVILE
di Velletri.

Estratto di bando di vendita.
(2a *pubblicazione*).

Il cancelliere del Tribunale suddetto nel giudizio di espropriazione promosso da Nardecchia Papei Anna vedova Fini Baldassare, di Valmontone, ammessa al gratuito patrocinio dei poveri,

Contro

Fini Curzio e Marini Luigi, di Roma il primo, di Palestrina il secondo,

Fa noto al pubblico che nella pubblica udienza del giorno 8 maggio 1879, alle ore 11 ant., si procederà all'incanto per la vendita dei seguenti fondi, situati nell'interno di Artena e suo territorio.

Descrizione degli immobili.

Lotto I. — *Fondi urbani.*

1. Casa di propria abitazione, in via Venti Settembre, al num. civico 6, distinta in mappa col num. 1765, del valore di lire 11,260.

2. Casa in via Principe Umberto, ai numeri civici 66, 67, 68, distinta in mappa col n. 1330, del valore di lire 2160.

3. Cantina in via dello Sdrucciolo, al numero civico 10, distinta in mappa col numero 1662, del valore di lire 255.

4. Ambiente terreno ad uso scuderia, in via Ruolo, al numero civico 26, distinto in mappa col n. 1774, del valore di lire 320.

5. Casa d'affitto in piazza dell'Osteria, al num. civico 5, distinta in mappa col numero 1758, sub. 2, del valore di lire 600.

6. Ambiente terreno in piazza dell'Osteria, al num. civico 3, distinto in mappa al num. 1774, del valore di lire 240.

7. Ambiente terreno con annessa abitazione, in via del Borgo, num. 9, distinto in mappa col num. 1844, del valore di lire 640.

8. Ambiente terreno in via Borgo, al num. 67, distinto in mappa col numero 1816 1/5, del valore di lire 400.

9. Cantina in via del Borgo, distinta in mappa al numero 1845 1/2, del valore di lire 560.

Lotto II. — *Fondi rustici.*

10. Terreno seminativo, distinto in mappa ai numeri 1796 e 1797, del valore di lire 441 41.

11. Terreno seminativo in contrada Le Foche, distinto in mappa col numero 1803, del valore di lire 445 87.

12. Terreno seminativo in contrada Colle Mazzaforno, distinto in mappa col n. 872, del valore di lire 1921 87.

13. Terreno seminativo in contrada Ponte dei Travi, distinto in mappa coi nn. 875, 882, 883, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 899, 900, 901, 902 e 2114, del valore di lire 6650 78.

14. Terreno seminativo in contrada Crepadesso, distinto in mappa coi numeri 867 a 869, del valore di lire 2671 96.

15. Terreno seminativo in contrada Crepadesso, distinto in mappa coi numeri 236, 237, del valore di lire 1594 53.

16. Terreno seminativo in contrada Fontana Canella, distinto in mappa col n. 625, del valore di lire 3790 56.

17. Terreno seminativo in contrada Sprecabona, distinto in mappa col numero 582, del valore di lire 217 31.

18. Terreno seminativo in contrada Materno, distinto in mappa col n. 601, del valore di lire 105 64.

19. Terreno seminativo in contrada Formalicchi, distinto in mappa coi numeri 1168, 1169, del valore di lire 1306 60.

20. Terreno seminativo in contrada Valle Sambuco, distinto in mappa col n. 1186, del valore di lire 2387 56.

21. Terreno seminativo in contrada Colle Prescritto, distinto in mappa col n. 1182, del valore di lire 252 38.

22. Terreno seminativo in contrada Lo Schiavo, distinto in mappa col numero 258, del valore di lire 1651 57.

23. Terreno seminativo in contrada Valle Salcia, distinto in mappa col n. 1244, del valore di lire 534 46.

24. Terreno castagneto in contrada Fontana del Fico, distinto in mappa col n. 1458, del valore di lire 192 80.

25. Terreno seminativo in contrada Casale del Monte, distinto in mappa coi numeri 1434, 1435, del valore di lire 44.

26. Terreno seminativo in contrada Valle Salcia, distinto in mappa coi numeri 1256 e 1997, del valore di lire 267 84.

27. Terreno vignato in contrada Pomario, distinto in mappa coi numeri 970, 971, 972, del valore di lire 1072 88.

28. Terreno olivato in contrada Pomario, distinto in mappa coi nn. 931, 496, 930, 934, 1941 e 1942, del valore di lire 4993 17.

29. Terreno seminativo in contrada Piedi l'Orto, distinto in mappa col numero 396, del valore di lire 72 18.

30. Terreno olivato in contrada Pagliarolo, distinto in mappa coi numeri 1068, 1069, del valore di lire 298 89.

31. Terreno seminativo, distinto in mappa col numero 1283, del valore di lire 58 59.

Lotto III.

32. Terreno seminativo in contrada Castel Vecchio, distinto in mappa coi numeri 1389, 1390, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, del valore di lire 518 28.

33. Terreno seminativo in contrada Nocella, distinto in mappa col n. 1129, del valore di lire 348 86.

34. Terreno seminativo, distinto in mappa coi numeri 1109, 2101, 2102 e 2103, del valore di lire 87 51.

35. Terreno seminativo, distinto in mappa col numero 1461, del valore di lire 336 81.

36. Terreno seminativo in contrada Sant'Arcangelo, distinto in mappa coi numeri 1527, 1528, 1529, 1530, sezione 1a, del valore di lire 475 07.

37. Terreno arativo in contrada Prati del Comune, distinto in mappa col numero 161, del valore di lire 682 92.

38. Terreno seminativo in contrada Mola, distinto in mappa coi numeri 612, 613, 614, del valore di lire 14 84.

39. Terreno seminativo in contrada Prati del Comune, distinto in mappa coi numeri 212, 29, 30 e 31, del valore di lire 2313 72.

40. Terreno prativo in contrada Prati della Guazza, col numero di mappa 97, del valore di lire 65 19.

41. Terreno prativo in contrada Prati della Guazza, coi numeri di mappa 66, 67 e 1840, del valore di lire 434 62.

42. Terreno prativo in detta contrada, col numero di mappa 97, del valore di lire 152 12.

43. Terreno prativo in detta contrada, col numero di mappa 80, del valore di lire 347 70.

44. Terreno prativo in detta contrada, coi numeri di mappa 128 e 129, del valore di lire 455 75.

45. Terreno seminativo in contrada Majotini, col numero di mappa 417, del valore di lire 678 14.

46. Terreno seminativo in contrada Majotini, coi numeri di mappa 450, 451, 452, 453, 454, del valore di lire 1844 13.

47. Terreno seminativo in detta contrada, segnato in mappa coi numeri 448, 449, 455, del valore di lire 339 07.

48. Terreno seminativo, coi numeri di mappa 656, 657, 659, 1896, 1897, 458, 1894, 1898, 1899, 460 e 461, del valore di lire 2468 75.

49. Terreno seminativo in contrada Brunello, distinto in mappa coi numeri 516 e 1841, del valore di lire 743 31.

50. Terreno seminativo in contrada Colle Brunello, distinto in mappa col n. 526, del valore di lire 99 71.

51. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa col n. 552, del valore di lire 93 75.

52. Terreno seminativo in contrada Valli, distinto in mappa coi numeri 675, 676 e 677, del valore di lire 1401 44.

53. Terreno vitato in detta contrada, distinto in mappa coi numeri 1926, 1927, 1929, 1930, 745 e 746, del valore di lire 252 09.

Lotto IV.

54. Terreno seminativo in contrada Valli, distinto in mappa coi numeri 736, 737, del valore di lire 429 80.

55. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa coi numeri 739, 740 e 1923, del valore di lire 482 85.

56. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa coi numeri 782, 783 e 2011, del valore di lire 609 36.

57. Terreno alberato in detta contrada, distinto in mappa, coi numeri 726, 1919, 721, 722, 723, 729, 730, 1912, 1913, 1914, 1915, del valore di lire 3576 87.

58. Terreno vignato in contrada Rimessa, distinto in mappa coi numeri 281, 282, 283, 284, del valore di lire 514 11.

59. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa coi numeri 271, 272, del valore di lire 245 20.

60 Terreno alberato in contrada Strada di Valmontone, distinto in mappa coi numeri 1796, 1797, del valore di lire 368 47.

61. Terreno arativo in contrada Borgo, distinto in mappa coi numeri 1767, 1766, 1815, 1770, 1784, del valore di lire 170 57.

62. Terreno seminativo in contrada Palombara, distinto in mappa coi numeri 1, 13, 14, 401 e 402, del valore di lire 17,163 52.

63. Terreno vignato in contrada Colle Siciliano, distinto in mappa coi nn. 181, 182, 183, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 162, 159, 161, 1884, 163, 164, 165, 166, 167, 172, 170, 171, 168, 169, 173, 174, 175, 176, 177, 178, del valore di lire 4926 90.

64. Terreno vitato in detta contrada, distinto in mappa coi nn. 180, 188, 189, 190, 191, 192, del valore di lire 631 91.

65. Terreno seminativo in contrada Laghetto, distinto in mappa coi nn. 73, 74, 75, 76, 77, 78, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152 e 1885, del valore di lire 3914 98.

66. Terreno seminativo in contrada Pidocchiosa, distinto in mappa coi numeri 15 e 16, del valore di lire 3051 52.

67. Terreno seminativo in contrada Catalina, distinto in mappa col n. 226, del valore di lire 38 34.

68. Terreno alberato in contrada Colle Siciliano, distinto in mappa coi nn. 288, 2051, 2049, 2050, 289 e 2053, del valore di lire 815 84.

69. Terreno vignato in contrada Colle Maggio, distinto in mappa coi nn. 486, 487, 488, 489, 490 e 491, del valore di lire 1080 01.

70. Terreno seminativo in contrada Valle Gelata, distinto in mappa col n. 1992, del valore di lire 97 14.

71. Terreno seminativo in contrada Prato Acquaro, distinto in mappa coi nn. 668, 669 e 690, del valore di lire 388 72.

72. Terreno seminativo in contrada Valle Tombello, distinto in mappa col n. 375, del valore di lire 46 50.

73. Terreno seminativo in contrada Il Convento, distinto in mappa coi numeri 367, 368 e 369, del valore di lire 680 38.

74. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa col n. 453, del valore di lire 221 06.

75. Terreno seminativo in contrada Valle Gelata, distinto in mappa coi nn. 390 e 391, del valore di lire 954 71.

Lotto V.

76. Terreno seminativo in contrada Valle Gelata, distinto in mappa coi nn. 1903 e 1904, del valore di lire 181 29.

77. Terreno seminativo in contrada Calcare, distinto in mappa coi numeri 436, 437 e 438, del valore di lire 3243 20.

78. Terreno seminativo in contrada Fontanella, distinto in mappa coi numeri 709, 710, del valore di lire 165.

79. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa coi numeri 703, 705, del valore di lire 330.

80. Terreno seminativo in contrada Foresta, distinto in mappa col n. 2065, del valore di lire 36 26.

81. Terreno castagneto in contrada Foresta, distinto in mappa col n. 1860, del valore di lire 59.

82 Terreno seminativo in contrada S. Maria, distinto in mappa coi numeri 782, 783 e 784, del valore di lire 482 83.

83. Terreno castagneto in contrada Valle Marciana, distinto in mappa col n. 893, del valore di lire 215 91.

84. Terreno seminativo in contrada Cerquata, distinto in mappa coi numeri 603, 604, 605, 606, 1871, 1931, 1932, 1933, del valore di lire 1917 40.

85. Terreno seminativo in contrada Salvatico, distinto in mappa col n. 866, del valore di lire 528 20.

86 Terreno seminativo in contrada Salvatico, distinto in mappa coi numeri 867, 2107, del valore di lire 163 30.

87. Terreno seminativo in contrada Valle Raina, distinto in mappa coi numeri 974, 975, del valore di lire 1342 97.

88. Terreno seminativo in contrada Ponte del Colle, distinto in mappa coi nn. 985, 986, del valore di lire 643 41.

89. Terreno seminativo in contrada Martorella, distinto in mappa col numero 958, del valore di lire 714 84.

90. Terreno seminativo in contrada Le Valli, del valore di lire 797 18, distinto in mappa coi nn. 2046, 2050.

91. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa coi numeri 2048, 2051, del valore di lire 847 65.

92. Terreno seminativo in contrada Magnacozza, distinto in mappa col numero 9, del valore di lire 109 37.

93. Terreno seminativo in contrada Quarto dei Casali, distinto in mappa col n. 21, del valore di lire 343 75.

94. Terreno seminativo in contrada Ponte del Colle, distinto in mappa coi nn. 1 e 2, del valore di lire 351 56.

95. Terreno seminativo in contrada Pescara, distinto in mappa col n. 304, del valore di lire 585 93.

96. Terreno seminativo in detta contrada, distinto in mappa coi numeri 311, 312, 313, 314 e 315, del valore di lire 925 87.

97. Terreno seminativo in contrada Quà da Basso, distinto in mappa coi numeri 334, 335, 336, 337, 338 e 339, del valore di lire 731 25.

L'incanto sarà aperto sul prezzo della perizia in un sol lotto complessivo di lire 116,686 36, ma qualora non si presentassero oblatori, si continuerà l'atto nella stessa udienza, dividendolo in cinque lotti, cioè il 1° per lire 16,435; il 2° per lire 30,970 85; il 3° per lire 14,153 78; il 4° per lire 40,408 56; ed il 5° per lire 14,716 17.

Inoltre gli oblatori dovranno depositare una somma per le spese occorrenti che si fissa pel lotto complessivo in lire dodicimilaseicento (L. 12,600), pei lotti specificati, cioè pel 1° in lire 2000; pel 2° in lire 3100; pel 3° in lire 1500; pel 4° in lire 4500; pel 5° in lire 1500.

Velletri, 29 marzo 1879.

1889 Leoni canc.

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO
di Roma.

Fallimento di Velati Alberto, *negoziante macellaio in Roma, domiciliato in via Cavour, n. 44.*

Con ordinanza del giudice delegato agli atti del detto fallimento è stato fissato il giorno 26 andante mese, ad un'ora pom., nella camera di consiglio di questo Tribunale, posto in via Apollinare, n. 8, onde procedere alla formazione del concordato.

Si invitano quindi per detto giorno ed ora tutti i creditori di esso fallimento, i crediti dei quali furono ammessi e confermati con giuramento.

Roma, 19 aprile 1879.

1912 Il vicecanc. O. Giordano.

AVVISO.
(2a *pubblicazione*)

Nel giorno 23 maggio 1879, innanzi la prima sezione del Tribunale civile di Roma, si procederà alla vendita giudiziale del seguente fondo espropriato in danno del signor Luigi Salvati, ad istanza della signora Anna Rosselli vedova Del Monte Santo, in nome proprio, che come madre, ecc.

Casa posta in Subiaco nel suburbio di S. Martino, composta di due vani a piano terra, uno al piano primo e cinque al secondo, al numero di mappa 1630, confinante, ecc.

L'incanto verrà aperto su lire 1343.

Roma, 19 aprile 1879.

1896 F. Marini proc.

(2ª *pubblicazione*) 1891

Bando per vendita d'immobile

ai pubblici incanti.

In seguito a sentenza del Tribunale civile di Roma, 1ª sezione, pubblicata li 26 febbraio p. p., colla quale, nella causa di divisione dell'eredità di Marco D'Andrea, ad istanza della sig.ª Emilia D'Andrea assistita dal consorte signor Luigi Velo, viene ordinata la vendita di una casa proveniente dall'anzidetta eredità, con la delega del notaio sottoscritto per le occorrenti operazioni, si rende noto che nel giorno tre del prossimo maggio, alle ore dieci antim., nello studio notarile posto in Roma al Foro Traiano, n. 79, si procederà all'asta per la vendita dell'infrascritto fondo, sotto i patti e le condizioni riportate nel bando che è visibile nello studio suddetto.

L'incanto verrà aperto sul prezzo di lire 20,899 80.

I concorrenti dovranno versare anticipatamente nelle mani del notaio delegato lire 2000 in denaro per le spese d'incanto e successive, e più lire 2089 98, decimo del prezzo, in denaro o in rendita consolidata dello Stato al portatore da valutarsi a senso di legge.

Descrizione dello stabile.

Casa da cielo a terra posta in Roma al vicolo della Palomba, segnata coi numeri 11, 12 e 13, e nella mappa censuale al n. 79, Rione V, confinante con le proprietà De-Dominicis, Hall, Cappellania di S. Ilario in S. Giovanni Laterano e la detta via pubblica, salvi, ecc.

Roma, li 18 aprile 1879.

D. Francesco Evaristo Gentili not.

(1ª *pubblicazione*)

R. TRIBUNALE CIVILE E CORREZ.

DI SAN REMO.

Avviso giudiziale.

Rosa Odoero fu Giacomo, nativa di Airole, moglie a Sappa Giacomo, residente col marito, che l'assiste ed autorizza, in Ormea, circondario di Mondovì, ha sporto ricorso al suddetto Tribunale, provincia di Porto Maurizio, perchè fosse dallo stesso dichiarata la assenza del di lei fratello germano Gio. Battista Odoero fu Giacomo, nativo d'Airole, circondario di San Remo, provincia di Porto Maurizio. Quel Tribunale, con suo provvedimento del 24 mese scorso di marzo, ed a termini dell'art. 23 del Codice civile, ordinava che, a riguardo della chiesta assenza del Gio. Battista Odoero fu Giacomo, fossero assunte informazioni e fossero eseguite le pubblicazioni e notificazioni tutte prescritte dal succitato articolo.

L'Odoero Gio. Battista da 20 anni circa manca dal luogo di nascita, e non si ha alcuna notizia di lui dopo quell'epoca; e la di lui sorella Rosa, moglie Sappa, quale presunta coerede legittima dello stesso, avrebbe dritto a che fosse dichiarata la di costui assenza, a termini di legge.

San Remo, 18 aprile 1879.

1900 T. Rebaudi proc. capo.

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO

di Roma.

Fallimento di Cicero Carlo Federico, *conduttore del caffè Venezia in Roma, via del Corso, 289 e 291.*

Con ordinanza del giudice delegato agli atti del suddetto fallimento è stato fissato il giorno 12 prossimo mese di maggio, alle ore 11 ant., nella camera di consiglio di questo Tribunale, posto in via Apollinare, n. 8, onde procedere alla verifica dei crediti.

S'invitano quindi tutti i creditori del fallimento Cicero ad esibire i loro titoli di credito nei termini di cui all'art. 601 Codice di commercio.

Tale esibizione sarà fatta al signor Luigioni Paolo, via in Acquiro, n. 70, quale uno dei sindaci definitivi, se non preferiscono depositarli in questa cancelleria.

Roma, 19 aprile 1879.

1913 Il vicecanc. O. Giordano.

Provincia di Abruzzo Ultra Primo

PREFETTURA DI TERAMO

AVVISO D'ASTA per l'appalto del servizio postale e trasporto dei viaggiatori dalla città di Teramo alla stazione della ferrovia di Giulianova e viceversa.

§ 1. In seguito ad accordi stabiliti fra l'Amministrazione delle Poste, l'Amministrazione provinciale ed il Municipio di Teramo, venne determinato il riordinamento del servizio postale e trasporto dei viaggiatori dalla città di Teramo alla stazione della ferrovia di Giulianova e viceversa, col concorso dei tre Enti.

§ 2. Approvata la relativa cartella d'oneri e stabilito procedersi all'appalto del detto servizio, si deduce a pubblica notizia quanto appresso:

§ 3. Avrà luogo tra Teramo e la stazione della ferrovia di Giulianova e viceversa un servizio giornaliero con carrozze coverte a quattro ruote, dette *omnibus*, tirate da buoni cavalli nel numero non minore di tre, pel trasporto di dispacci, valigie, sacchi ed altri oggetti dell'Amministrazione postale, e pel trasporto dei viaggiatori dietro pagamento del prezzo dei posti in base alla tariffa da determinarsi.

§ 4. Gl'incanti per tale appalto avranno luogo nel palazzo della suddetta Prefettura il giorno 10 maggio, alle ore 10 antimeridiane, innanzi all'illustrissimo signor prefetto della provincia, o suo delegato, e con l'intervento del signor sindaco della città di Teramo, o di assessore delegato, e di un rappresentante dell'Amministrazione delle RR. Poste, assistiti dal sottoscritto segretario delegato a ricevere i contratti e ad assistere agli incanti.

§ 5. Detti incanti seguiranno ad estinzione di candela vergine e sotto la osservanza delle disposizioni contenute nel titolo II, capo III del regolamento approvato col R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, e nella cartella di oneri regolatrice di tale appalto datata 31 marzo 1879, visibile nell'ufficio Contratti della Prefettura dalle ore 9 antim. alle ore 3 pom. di ciascun giorno non festivo.

§ 6. Saranno ammesse a fare partito agl'incanti soltanto le persone di buona condotta morale, di notoria solvibilità, pratiche del genere di servizio da appaltarsi, e che come tali siano riconosciute da chi presiede gl'incanti, ed esibiscano, a titolo di cauzione provvisoria, la quitanza della Tesoreria governativa di Teramo constatante il deposito di lire 1050 in numerario.

Tale deposito verrà restituito dopo gl'incanti, ad eccezione di quello dello aggiudicatario, dovendo restare a disposizione della Prefettura per le spese di incanto e del contratto, salvo liquidazione delle spese in più o in meno.

§ 7. La cauzione definitiva è determinata nel capitale effettivo di lire 4600 da depositarsi nella Cassa dei Depositi e Presti in numerario, o titoli di rendita del consolidato 5 per cento.

§ 8. Il prezzo di appalto sul quale si aprono gli incanti è fissato a lire 10,500 annue.

§ 9. Le offerte di ribasso non potranno essere inferiori all'uno per cento di detta somma.

§ 10. La durata del contratto è fissata dal 1° luglio 1879 a tutto giugno 1884.

§ 11. Il numero delle corse ordinarie saranno tre di andata e tre di ritorno, oltre le straordinarie indicate nella cartella d'oneri.

§ 12. L'appaltatore è obbligato a tenere non meno di cinque carrozze *omnibus*, oltre una giardiniera ed un legno di rispetto del disegno approvato e trentasei cavalli.

§ 13. Con altro avviso verrà notificato l'esito degli incanti e precisato il giorno e l'ora in cui scade il termine per la presentazione delle offerte di ribasso non inferiori al ventesimo del prezzo di aggiudicazione.

Teramo, 11 aprile 1879.

1861 *Il Segretario di Prefettura delegato ai contratti:* A. TESTARD.

NOTA.

(1ª *pubblicazione*)

Il Tribunale d'Alba, con decreto 2 aprile 1879, dichiarava spettare ai signori Carbone Urbano fu Secondo e Aufossi Maria vedova di Antonio Carbone, residenti a Priocca, i due certificati portanti i numeri 17862-41362 e 114152-509152, delle rendite il primo di lire dieci ed il secondo di lire cinque sul Debito Pubblico dello Stato, iscritti a Torino il 20 maggio 1862 e 27 giugno 1867 a favore di Carbone Luigi fu Antonio, di Priocca, vincolate ad ipoteca per fideiussione del titolare nella sua qualità di contabile e commesso nella Amministrazione delle Poste, e conseguentemente autorizzava la Direzione generale del Debito Pubblico del Regno a cancellare l'annotazione di vincolo apparente da ambedue i certificati e ad operare il tramutamento dei medesimi in altro o altri al portatore di pari rendita di lire quindici, da consegnarsi alli predetti Carbone ed Anfossi o a persona legittima per essi.

Alba, 15 aprile 1879.

1920 Rabino sº Troja proc. capo.

AVVISO.

Sull'istanza della signora Anna Rosselli vedova Del Monte, domiciliata in Roma, via Fiumara, n. 67, rappresentata come in atti, l'usciere sottoscritto notifica al signor Luigi Salvati del fu Domenico, d'incognito domicilio, residenza e dimora, che nel giorno 23 maggio 1879, innanzi la prima sezione del Tribunale civile di Roma, si procederà alla vendita giudiziale del seguente fondo:

Casa posta in Subiaco nel suburbio di S. Martino, composta di due vani a piano terra, uno al piano primo e cinque al secondo, al numero di mappa 1630.

La vendita sarà eseguita a corpo e non a misura, senza alcuna garanzia, con tutte le servitù si attive che passive, e nel medesimo modo che si possiede dal debitore.

L'incanto si aprirà sulla base del prezzo offerto dalla creditrice istante, e cioè su lire 1343.

Roma, li 22 aprile 1879.

L'usciere del sullodato Tribunale

1937 F. Lizzani.

REGIA PRETURA

del 6º mandamento di Roma.

Il cancelliere della Pretura suddetta, a mente dell'articolo 955 Codice civile, annunzia che, con atto in questa cancelleria emesso li 17 corrente aprile, la signora Anna Marcelli, vedova del fu Fedele Bedoni, dichiarò di accettare con beneficio dell'inventario, per parte di sua figlia minore Iola, la eredità del nominato Fedele Bedoni di lei padre, morto in Roma il 31 gennaio 1879, nella casa via Modena, n. 37.

Dalla cancelleria della Pretura, li 19 aprile 1879.

1939 Il canc. M. Castelli.

AVVISO. 1922

Ad istanza della Ditta Spada Flaminì si fa noto che con istanza di oggi 21 aprile 1879 la Ditta sunnominata ha fatto domanda al presidente del Tribunale civile di Roma per la nomina di un perito incaricato di stimare i seguenti fondi: 1. Casa posta in Roma via dell'Archetto, ai civici numeri 91 a 95, Rione II, segnata in mappa col n. 622, confinante con altro fabbricato dei Silvestri, con Savorelli-Muti, Papazzurri Achille e colla via dell'Archetto; 2. Terreno vignato, cannetato, seminativo, olivato con casa e corte, nel territorio di Ariccia, in contrada Villa Franca, segnato nella mappa sez. 3ª, coi numeri 8, 9, 10, 11, 12 sub. 1, 2, 13, 14, 15, 16 47 sub. 1, 2, 213, 237 e 238, confinante con Angelini avv. Ignazio, Cianfanelli Vincenzo, la strada romana e la strada delle Vigne nuove, sui quali fondi è stato già trasmesso precetto immobiliare e si va ad iniziare il giudizio di espropriazione in danno dei proprietari, signori Odoardo e Annibale Silvestri.

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

Nel giorno ventuno maggio 1879 innanzi la terza sezione del Tribunale civile di Roma si procederà alla vendita giudiziale del seguente fondo al quinto ribasso, espropriato in danno dei signori Giuseppe e Tullio padre e figlio Cirilli, ad istanza della signora Maria Flora Petrini vedova Cenci, ammessa al gratuito patrocinio con decreto della Commissione in data 9 maggio 1874.

Casa con giardino, posta in Roma al vicolo di San Francesco di Sales in Trastevere, ai nn. 60, 61, 62, 63, nel Rione XIII, ai numeri di mappa 1395, 1396, lire 28,586 93.

Roma, 20 aprile 1879.

1935 Domenico De Petris proc.

REGIA PRETURA

di Campagnano di Roma.

Con atto sedici aprile corrente seguito nella cancelleria della Pretura suddetta, Cappelli Carlotta fu Domenico, vedova di Benedetti Pietro, nata e domiciliata a Campagnano di Roma, ha dichiarato di rinunciare all'eredità lasciata da Cappelli Paolo Emilio fu Domenico, morto in Guarcino il 27 luglio 1878.

Campagnano di Roma, 18 aprile 1879.

1930 Il canc. D. Ruffi.

AVVISO.

I qui sottoscritti Savino, Palmira e Duina fratello e sorelle Bocci, residenti in Corneto Tarquinia, col presente avviso diffidano qualsiasi persona, che avesse con i di loro fratelli Vincenzo e Giovanni Bocci, residenti in Corneto suddetto, a stipulare contratti di qualunque specie relativi agli stabili, mobili, e semoventi senza il consenso dei sottoscritti medesimi, quali dichiarano essere comproprietari dei beni stessi da loro in comunione posseduti, e protestano contro coloro che stipolassero qualunque contratto senza l'intervento dei sottoscritti stessi, quali ne reclamerebbero la nullità avanti l'autorità giudiziaria competente.

Corneto Tarquinia, li 21 aprile 1879.

Savino Bocci.
Palmira Bocci.
1950 Duina Bocci.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ROMA

AVVISO D'ASTA (N. 1269)

per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n° 3036, e 15 agosto 1867, n° 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore dieci antimeridiane del giorno 12 maggio 1879, nell'ufficio della Regia Pretura di Palestrina, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti, rimasti invenduti ai precedenti incanti sottoindicati.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. L'incanto sarà tenuto mediante schede segrete e separatamente per ciascun lotto.

2. Ciascun offerente rimetterà a chi deve presiedere l'incanto, od a chi sarà da esso lui delegato, la sua offerta in piego suggellato, la quale dovrà essere stesa in carta da bollo da una lira.

3. Ciascuna offerta dovrà essere accompagnata dal certificato del deposito del decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, da farsi nella Cassa del ricevitore demaniale; e quando l'importo eccede la somma di lire 2000, della Tesoreria provinciale, in ogni caso presso chi presiede all'asta.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito od in titoli di nuova creazione al valor nominale.

4. L'aggiudicazione avrà luogo a favore di quello che avrà fatta la migliore offerta in aumento del prezzo d'incanto — Verificandosi il caso di due o più offerte di un prezzo eguale, qualora non vi siano offerte migliori, si terrà una gara tra gli offerenti — Ove non consentissero gli offerenti di venire alla gara, le due offerte eguali saranno imbussolate, e l'estratta si avrà per la sola efficace.

5. Si procederà per l'aggiudicazione quand'anche si presentasse un solo offerente la cui offerta sia per lo meno eguale al prezzo prestabilito per lo incanto.

6. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n° 3852.

7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella colonna 9ª in conto delle spese e tasse relative, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa staranno a carico dei deliberatari per i lotti loro rispettivamente aggiudicati; avvertendo che la spesa d'inserzione nella gazzetta provinciale è solamente obbligatoria per quei lotti il cui prezzo d'asta raggiunga o superi le lire 8000.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pomerid. nell'ufficio del Registro di Palestrina.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie gravanti gli stabili rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti dai canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

AVVERTENZE. Si procederà ai termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° d'ordine del presente	N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	DESCRIZIONE DEI BENI — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura locale	PREZZO di incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	PRECEDENTE ultimo incanto
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
4	7604	7759	Nel comune di Palestrina — Provenienza dal Monastero delle Farnesiane di S. Maria degli Angeli — Terreno seminativo e pascolivo, in voc. Prati Bini, confinante da due lati colla strada, coi beni dell'Ospedale e di Lulli Marco, in mappa sez. V, nn. 795, 796, 800. Estimo scudi 1248 26. Affittato a Sbardella Enrico	45 12 80	451 28	37,093 17	3,709 32	200 »	10 marzo 1879 Avv. n. 1228 II incanto.

1853 Roma, addì 14 aprile 1879. *Per l'Intendente*: BARTOLI.

CAMERANO NATALE Gerente. ROMA — Tipografia EREDI BOTTA.

Situazione della Banca Nazionale Toscana

al 20 del mese di Marzo 1879.

Capitale sociale, utile alla tripla circolazione (R. decreto 23 settembre 1874, n° 2237) L. 21,000,000.

ATTIVO.

Voce	Dettaglio			Totale
Cassa e riserva				L. 20,333,248 88
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta — a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 16,188,269 25	25,557,523 71	
	id. — id. maggiore di 3 mesi	„ 9,369,254 46		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	„ „		„ 25,557,523 71
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	„ „		
	Cambiali in moneta metallica	„ „	„ „	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	„ „		
Anticipazioni				„ 1,652,658 „
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca		L. 7,605,453 „	
	Id. id. per conto della massa di rispetto		„ 1,324,664 88	„ 8,930,117 88
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza		„ „	
	Effetti ricevuti all'incasso		„ „	
Crediti				„ 25,125,881 27
Sofferenze				„ 261,573 30
Depositi				„ 12,665,965 70
Partite varie				„ 17,232,625 61
			Totale	L. 111,759,594 35
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				„ 211,782 51
			Totale generale	L. 111,971,376 86

PASSIVO.

Voce	Dettaglio	Totale
Capitale		L. 30,000,000 „
Massa di rispetto	Ordinaria 1,785,450 75; Straordinaria 1,794,355 85	„ 3,579,806 60
Circolazione biglietti di Banca		„ 45,670,000 „
Conti correnti ed altri debiti a vista		„ 133,906 21
Conti correnti ed altri debiti a scadenza		„ 10,297,270 58
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro		„ 12,665,965 70
Partite varie		„ 9,115,628 82
	Totale	L. 111,462,577 91
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso		„ 508,798 95
	Totale generale	L. 111,971,376 86

Distinta della Cassa e Riserva.

Voce	Importo
Oro ed argento	L. 12,189,453 „
Bronzo	„ 215,231 88
Biglietti consorziali	„ 3,795,419 „
Biglietti d'altri Istituti d'emissione	„ 4,133,145 „
Totale	L. 20,333,248 88

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese, per cento e ad anno.

Voce	
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 5 „
Sulle cambiali pagabili in metallo	„ „ „
Per le anticipazioni su titoli e valori	„ 5 „
Per le anticipazioni su sete	„ 5 „
Sui conti correnti passivi	„ „ „

Biglietti in circolazione.

	Valore	Numero	Somma
Da restare in circolazione	50	65,566	3,278,300 00
	100	70,958	7,095,800 00
	200	42,627	8,525,400 00
	500	25,453	12,726,500 00
	1000	13,494	13,494,000 00
		Totale L.	45,120,000 00
Da levarsi di corso	0 50	160,000	80,000 00
	1	40,000	40,000 00
	2	15,000	30,000 00
	5	6,000	30,000 00
	10	4,000	40,000 00
	20	16,500	330,000 00
		Totale L.	550,000 00

Il rapporto fra il capitale L. 21,000,000 00 e la circolazione . . . L. 45,670,000 00 è di uno a 2 17

Il rapporto fra la riserva „ 16,000,856 87 { la circolazione L. 45,670,000 00; e gli altri debiti a vista „ 133,906 21 } . . . è di uno a 2 86

Prezzo corrente delle azioni . . . L. 685 „

Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato . . . „ „ „

V° Il Direttore Generale
L. BINARD.

Il Capo Contabile
A. Carraresi.

1886

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*).

L'anno milleottocentosettantanove, il giorno primo aprile, in Patti.

Il Tribunale civile di Patti ha emesso la seguente deliberazione:

A relazione del giudice signor Giardina,

Letta la dimanda del signor Achille Giardina Calcagno fu Francesco, proprietario, domiciliato in Patti, colla quale chiede ordinarsi che il signor direttore del Gran Libro del Regno trasferisca in testa di esso petente l'annua rendita di lire 40 che trovasi intestata in favore della signora Ajello Grazia di Giovanni, rappresentata da Caleca Francesco di Vincenzo, marito dotatario, domiciliato in Palermo, come risulta dal certificato rilasciato il 29 settembre 1862 dal direttore del Gran Libro in Palermo, portante il numero d'iscrizione 14111 e di posizione 3602, in lire 40 annue, con rilasciarsi il nuovo certificato di rendita al succennato signor Giardina Calcagno e pagarsi allo stesso le rate semestrali in Messina per acquisto fatto dagli eredi di Grazia Ajello moglie di Francesco Caleca con atto del dì 11 giugno 1869 presso notar Giuseppe Mollica, di Patti, e ratifica eseguita di detto atto con istrumento del 3 maggio 1872 presso lo stesso notaro;

Omissis, ecc.,

Il Tribunale autorizza la Direzione Generale del Debito Pubblico ad operare la traslazione dell'annua rendita di lire 40 che trovasi intestata alla fu signora Grazia Ajello di Giovanni, rappresentata da Caleca Francesco di Vincenzo marito e dotatario, domiciliato in Palermo, giusta il certificato col n. 14111 di inscrizione e n. 3602 di posizione, rilasciato in Palermo li 29 settembre 1862, col godimento del 1° luglio 1869, con intestarsi al signor Achille Giardina Calcagno fu Francesco, domiciliato in Patti, ed ordinarsi che il pagamento delle scadenze semestrali si esegua in Messina, e rilasciarsi il nuovo certificato di rendita al detto signor Giardina Calcagno.

Così deliberato nella camera di consiglio nel giorno, mese ed anno di sopra.

1881 Il canc. Tricomi.

Avviso per aumento di sesto.

Il cancelliere del Tribunale civile di Roma fa noto che nell'udienza del giorno 16 aprile corrente mese, innanzi la 3ª sezione di questo Tribunale civile, all'asta pubblica, ed a terzo ribasso, ebbe luogo la vendita del seguente immobile espropriato ad istanza dei fratelli signori Sebastiano e Carlo Riganti in danno della fallita Compagnia Fondiaria Romana, e cioè:

Casa ed ambiente annesso posta nel suburbio di Roma, con ingresso in via Flaminia, indicata nella pianta elevata dall'ingegnere Innocenti, ed annessa alla relazione prodotta in cancelleria, quale tavola porta il numero uno con la tinta gialla, e con la lettera A, confinante con la proprietà del sig. Carini, la strada che conduce allo stabilimento dei bagni, salvi, ecc., gravata dell'annua imposta come sopra di lire 60 47;

Che detto fondo venne aggiudicato al signor Oreste Zanella, procuratore esercente, per persona da nominare, per il prezzo di lire 4277 80.

Avverte pertanto che ora su questo prezzo può farsi l'aumento del sesto con dichiarazione da emettersi in questa cancelleria.

Il termine utile scade col dì primo di maggio prossimo, e l'offerente deve uniformarsi alle disposizioni contenute nell'articolo 680 Codice di procedura civile

Roma, li 17 aprile 1879.

Il cancelliere Pietro Paolo Ercole.

Per copia conforme al suo originale si rilascia per semplice uso d'inserzione.

Dalla cancelleria del Tribunale civile di Roma, addì 17 aprile 1879.

1899 Il vicecanc. C. Pagnoncelli.

P. N. 21805.

S. P. Q. R.

AVVISO D'ASTA.

Per la fornitura del vestiario delle guardie daziarie del comune di Roma, tanto nella prima fornitura del Corpo, quanto nelle successive occorrenze ordinarie e straordinarie, si farà l'asta pubblica con le condizioni seguenti:

Art. 1. L'incanto avrà luogo il giorno 5 maggio p. f, alle ore 12 meridiane, negli uffici comunali in Campidoglio, alla presenza del signor sindaco, o di chi per esso, col ministero del sottoscritto segretario generale.

Art. 2. L'oggetto dell'asta è l'aggiudicazione della fornitura pel vestiario e per la buffetteria delle guardie daziarie del comune di Roma, tanto nella primitiva fornitura del Corpo, quanto nelle successive rinnovazioni dei singoli oggetti alle stabilite scadenze; quanto ancora per ogni nuova e straordinaria provvista che possa occorrere di qualsiasi numero di oggetti descritti nelle tabelle annesse al capitolato, e ciò per la durata di 3 anni.

Art. 3. La fornitura di tali oggetti è ripartita in due lotti da aggiudicarsi separatamente, e da costituire materia di due separati contratti; il primo lotto riguarda gli oggetti di vestiario, cioè: gabbani, giubbe, pantaloni; il secondo quelli di buffetteria, cioè: cappelli, berretti, guanti, cravatte, dragone, galloni, galloncini, trine d'oro. Ogni lotto riguarda la prima fornitura per quelle quantità e qualità dei singoli oggetti che è stabilita nel capitolato e nelle indicate tabelle; quali oggetti dovranno essere conformi in tutto e per tutto ai campioni e figurini esposti nella segreteria comunale per norma dei concorrenti all'appalto. L'aggiudicatario di uno dei lotti per la fornitura di tali oggetti s'intenderà aggiudicatario altresì delle singole forniture successive aventi relazione al lotto aggiudicato, le quali possono occorrere per la durata di tre anni. I prezzi di tali successive forniture saranno ragguagliati proporzionatamente sul prezzo di ciascuno dei due lotti che risulterà dall'aggiudicazione della prima fornitura complessiva. Si aprirà l'incanto per via di ribasso sul prezzo complessivo risultante dall'*addizione* dei singoli prezzi elementari portati nelle predette tabelle, cioè di lire 14,025 pel primo lotto, e di lire 5142 pel secondo.

Art. 4. La consegna degli oggetti da fornire, per l'uno e per l'altro lotto nella prima fornitura del Corpo, dovrà eseguirsi nel luogo e alle persone da designarsi dall'autorità comunale, entro il termine perentorio di due mesi decorrendi dalla partecipazione dell'aggiudicazione definitiva. Quella poi degli oggetti stessi, da fornirsi successivamente per tutta la durata dell'appalto, dovrà eseguirsi nei termini stabiliti dal capitolato.

Art. 5. Il capitolato degli oneri e delle condizioni, con le surriferite tabelle, e coi relativi campioni e figurini, resta da oggi in poi, fino al giorno dell'incanto, ostensibile negli uffici della segreteria comunale, ove ognuno potrà prenderne cognizione. In seguito di ciò chiunque avrà concorso all'asta s'intenderà, pel solo fatto della data offerta, avere accettato specificatamente tutti quegli oneri e tutte quelle condizioni, ed essersi validamente obbligato a contrattare in quei precisi termini.

Art. 6. Per essere ammesso all'asta dovrà ognuno dei concorrenti esibire due distinti certificati, di data non più remota di trenta giorni, comprovanti l'uno la buona condotta, e l'altro l'idoneità per l'adempimento di tutti gli oneri inerenti e dipendenti dal capitolato. Dovrà inoltre, per essere ammesso come sopra, premettere la elezione del domicilio in Roma presso una certa e determinata persona, o presso un certo e determinato uffizio, per tutti gli effetti di legge, mediante dichiarazione scritta da consegnarsi, unitamente coi sovraindicati certificati, al segretario generale del comune.

I concorrenti potranno comparire all'asta anche per mezzo di procuratore legalmente costituito. In tal caso il procuratore consegnerà al segretario, oltre i documenti di cui sopra, il mandato di procura in forma autentica.

Art. 7. Si procederà all'asta sui due lotti separatamente, col metodo consueto ad estinzione di candela, e per via di ribasso in ragione di una data cifra per cento. Le offerte di ribasso non potranno essere di minore importanza di centesimi 50 per ogni cento lire.

Art. 8. Ognuno degli aspiranti anteriormente all'incanto dovrà pure, per essere ammesso al medesimo, presentare al sindaco di Roma, o all'assessore delegato a presiedere all'esperimento di asta, una fede rilasciata dal cassiere del comune, contrassegnata dalla computisteria generale del comune stesso, onde risulti avere l'aspirante all'appalto eseguito nella Cassa comunale, sia in numerario, sia in rendita dello Stato ragguagliata al corso di Borsa del giorno stesso, il deposito di un capitale corrispondente al dieci per cento del valore del lotto al quale intende concorrere. Tale deposito in seguito dello esperimento sarà restituito a tutti i concorrenti eccettochè all'aggiudicatario, dovendo in quanto a quest'ultimo restar vincolato il deposito stesso, per garentire il comune del fedele ed esatto adempimento di tutte le obbligazioni del contratto, fino al termine dell'appalto ed alla definitiva quietanza d'ogni relativo interesse.

A garanzia delle spese di appalto gli offerenti dovranno depositare presso la Cassa comunale lire 500 pel primo lotto e lire 250 pel secondo.

Art. 9. Dopo compiuto il primo esperimento di asta, il termine utile per presentare un'offerta di ulteriore ribasso, non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione, rimane fino da ora stabilito a tutto il mezzodì del 23 maggio suddetto.

Art. 10. Gli atti di asta hanno per base il regolamento del 4 settembre 1870, n. 5828, sulla esecuzione della legge 22 aprile 1869, n. 5026, pubblicato in Roma col R. decreto del 13 ottobre 1870, n. 5920.

Roma, dal Campidoglio, 18 aprile 1879.

1901 *Il Segretario Generale:* A. VALLE.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI MOLISE

In seguito alla diminuzione del ventesimo, fatta in tempo utile, sul presunto prezzo di lire 66,120, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi li 27 marzo ultimo scorso per lo

Appalto della costruzione del tronco della strada provinciale di 1ª serie lungo la valle del Trigno, compreso fra l'innesto con la provinciale di 2ª serie n. 41, in prolungamento di quella di 1ª serie anzidetta e lo abitato di Salcito, della lunghezza di metri 3527 23,

si procederà alle ore 10 antim. di martedì 6 maggio p. v., in una delle sale di questa Prefettura, avanti il signor prefetto, o chi per esso, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento della surriferita impresa a chi risulterà il migliore oblatore in diminuzione della presunta somma di lire 62,814, a cui il suddetto prezzo trovasi ridotto.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare al signor prefetto, o chi per esso, le loro offerte, **escluse quelle per persona da dichiarare**, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. Il deliberamento avrà luogo qualunque sia il numero delle offerte, ed in difetto di queste a chi presentava il preindicato partito di diminuzione del ventesimo.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del capitolato d'appalto generale, approvato con decreto Ministeriale delli 31 agosto 1870, e di quello speciale in data 16 agosto 1878, visibili assieme alle altre carte del progetto presso questa segreteria nelle ore d'ufficio.

L'impresa dovrà dar principio ai lavori tosto che avrà avuto luogo la regolare consegna a termini di legge e dovrà proseguirli colla dovuta regolarità ed attività affine di darli compiutamente ultimati entro il termine di un anno a decorrere dalla data del verbale relativo alla consegna suddetta.

Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno nell'atto della medesima esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente.

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o dal sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

c) La ricevuta della Tesoreria provinciale di Campobasso dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 3000 in numerario, od in cartelle al portatore del Debito pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

La cauzione definitiva in numerario od in cartelle come sopra è fissata in un decimo dell'importo netto delle opere d'appalto.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni quindici successivi a quello dell'aggiudicazione stipulare il relativo contratto, presentando prima un supplente o fideiussore.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dello appaltatore.

Campobasso, 16 aprile 1879.

Il Consigliere di Prefettura incaricato della stipulazione dei contratti

1874 CASSINI.

Provincia di Roma — Circondario di Roma

COMUNE DI SANT'ORESTE

Strade comunali obbligatorie — *Esecuzione della legge 30 agosto 1868*

AVVISO.

Presso gli uffici di questa segreteria comunale e per giorni 15 dalla data del presente avviso, sono esposti gli atti tecnici relativi al progetto di costruzione della strada comunale obbligatoria, 1° tronco, della lunghezza di metri 2843, che conduce al Porto di Ponzano Romano.

S'invita chi vi ha interesse a prendere conoscenza ed a presentare entro il detto termine le osservazioni e le eccezioni che avesse a muovere; queste potranno esser fatte in iscritto o a voce ed accolte dal segretario comunale (o da chi per esso) in apposito verbale da sottoscriversi dall'opponente, o per esso da due testimoni.

Si avverte inoltre che il progetto in discorso tiene luogo di quello prescritto dagli articoli 3, 16 e 23 della legge 25 luglio 1865 sull'espropriazione per causa di utilità pubblica.

Dato a Sant'Oreste, li 16 aprile 1879.

Il Sindaco: P. ZOZI.

1907 *Il Segretario Comunale:* L. DE-CAROLIS.

Il Sindaco del Comune di Malcesine

AVVISO.

Nel giorno 19 maggio p. v. sarà tenuta nell'ufficio comunale di Malcesine l'asta pell'affittanza del bosco meridionale di Savona sul dato di L. 48,000.

Malcesine, li 18 aprile 1879.

1904 *Il Sindaco:* ZORZI.

SOCIETÀ ITALIANA PER LE STRADE FERRATE MERIDIONALI

13ª SETTIMANA — Dal 26 marzo al 1° aprile 1879. 1753

PROSPETTO DEI PRODOTTI col parallelo dell'anno precedente

RETE ADRIATICO-TIRRENA.

ANNI	DIVISIONE PER CATEGORIA						Media dei chilometri esercitati	PRODOTTI PER CHILOMETRO
	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE		
	Prodotti della Settimana.							
1879	195,783 98	5,044 18	39,644 15	186,294 13	2,556 25	429,327 69	1,446	296 91
1878	177,428 60	6,305 95	34,262 50	138,960 80	2,475 45	359,433 30	1,446	248 57
Differenze 1879	+ 18,360 38	— 1,261 77	+ 5,381 65	+ 47,333 33	+ 80 80	+ 69,894 39	„	+ 48 34
	Dal 1° Gennaio							
1879	2,056,166 88	58,162 94	493,549 37	2,237,091 64	36,404 60	4,881,375 43	1,446	3,375 78
1878	2,077,347 44	63,554 78	462,815 48	1,806,000 97	29,530 44	4,439,249 11	1,446	3,070 02
Differenze 1879	— 21,180 56	— 5,591 84	+ 30,733 89	+ 431,090 67	+ 6,874 16	+ 442,126 32	„	+ 305 76

RETE CALABRO-SICULA.

ANNI	Viaggiatori	Bagagli e cani	Grande velocità	Piccola velocità	Introiti diversi	TOTALE	Media dei chilometri esercitati	PRODOTTI PER CHILOMETRO
	Prodotti della Settimana.							
1879	66,101 40	1,930 15	8,016 84	60,830 47	3,860 10	140,738 96	1,155	121 85
1878	63,351 30	1,616 80	7,651 60	48,469 70	2,259 65	123,249 05	1,139	108 21
Differenze 1879	— 2,750 10	+ 313 35	+ 365 24	+ 12,360 77	+ 1,700 45	+ 17,489 91	+ 16	+ 13 64
	Dal 1° Gennaio							
1879	843,467 78	21,498 85	106,884 74	964,667 06	36,337 21	1,972,855 64	1,153 32	1,710 59
1878	800,919 84	19,941 99	111,066 81	757,473 93	65,780 61	1,755,183 18	1,139 00	1,540 99
Differenze 1879	+ 42,547 94	+ 1,556 86	— 4,182 07	+ 207,193 13	— 29,443 40	+ 217,672 46	+ 14 32	+ 169 60

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*).

Il dottor Giuseppe Sormani, notaio, residente in Milano, a sensi degli articoli 38, 39 e 137 della legge 25 luglio 1875, n. 2786 (Serie 2ª), sul notariato, avvisa di avere presentato ricorso al R. Tribunale civile e correzionale di Milano affinchè la cauzione da lui prestata per l'esercizio del notariato, in lire 630 di rendita iscritta sul Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia, venga ridotta a quella minore di lire 500 di rendita prescritta dalla legge stessa, e ciò mediante lo svincolo dei due certificati del Debito Pubblico, consolidato cinque per cento, intestati al nome di esso dott. Giuseppe Sormani fu Baldassare e annotati di vincolo per l'esercizio della professione notarile, e cioè:

a) Certificato n. 23008-139608, in data di Milano 14 gennaio 1863, per la rendita di lire 125;

b) Certificato n. 32214-148814, in data di Milano 9 gennaio 1864, per la rendita di lire 5.

Le opposizioni dello svincolamento dovranno interporsi entro sei mesi alla cancelleria del R. Tribunale civile e correzionale di Milano.

Milano, il 3 aprile 1879.

1676 Dott. GIUSEPPE SORMANI.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
del Laboratorio Pirotecnico di Capua

Avviso di deliberamento d'appalto.

A termini dell'art. 59 del regolamento 25 gennaio 1870 si notifica che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 28 marzo 1879 per la provvista di

Lotto unico

Piombo diverso (filato) chilog. 85000 *per lire* 46,750,

Da consegnarsi nei magazzini della suddetta Direzione nel termine di giorni ottanta, dal dì dell'avviso dell'approvazione del contratto, è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di lire 5 58 per cento.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia li fatali per presentare l'offerta di ribasso non minore del ventesimo scade al mezzodì del giorno 3 maggio 1879, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, accompagnarla col deposito prescritto dal succitato avviso d'asta in lire 4700.

L'offerta può essere presentata all'ufficio della Direzione suddetta dalle ore 9 antim. alle 12 mer.

Sarà facoltativo agli offerenti di presentare le loro offerte a tutte le Direzioni territoriali dell'arma ed agli uffici staccati da esse dipendenti. Di queste ultime offerte però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima della scadenza del termine utile (fatali), e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sopra o presentata la ricevuta del medesimo.

Dato in Capua, addì 18 aprile 1879.

Per la Direzione
Il Segretario: G. DE GENNARO.

1909

AVVISO.

In nome di Sua Maestà Umberto I, per grazia di Dio e per volontà della Nazione Re d'Italia,

Il Tribunale civile e correzionale, Sezione III promiscua, di Milano, sedenti i signori Dusio dottor Giuseppe vicepresidente, Massazza dottor Dionigi giudice, Piloni dottor Enrico giudice estensore, ha pronunziata la seguente

Sentenza

Nella causa formale dell'avvocato Lombardini Carlo, curatore ed amministratore giudiziale dell'eredità Banfi fu Gaetano, costituito in proprio — Contro Biffi Antonio, Giuseppe e Luigi, rappresentati dal procuratore avvocato Strada; Banfi sacerdote Carlo col procuratore avvocato Garzanico e LL. CC., contumaci citati in via ordinaria e per proclami — Reietta ogni altra conclusione, eccezione ed istanza e dichiarata la contumacia dei non comparsi, —

1° Darsi atto ai convenuti della rinuncia fatta dall'attore avvocato Lombardini al mandato di curatore ed amministratore giudiziale della eredità Banfi fu Gaetano, conferitogli con decreto 18 settembre 1856, n. 4085, della Pretura di Abbiategrasso, e dovere i convenuti ritirare le carte relative.

2° Dovere i signori Banfi sacerdote Carlo Ambrogio fu Gaetano e Banfi sorelle Ilda, Giovanna e Carlotta, quali eredi del fu loro padre Giuseppe Fortunato Banfi, tutti nella qualità di eredi beneficiati del fu Gaetano Banfi, pagare all'attore avvocato Lombardini la somma di lire 3780 così liquidata per spese e competenze quale curatore ed amministratore giudiziale dell'eredità fu Gaetano Banfi, ed altre lire 1000 così liquidate per spese e competenze della causa di rendiconto, e così in complesso la somma di lire 4780, con quanto però i suddetti eredi di Banfi hanno percepito in tale qualità, e così per la somma di austriache lire 1000, pari ad italiane lire 866 99, stata loro pagata dai fratelli Conti.

3° Dovere i fratelli Biffi Antonio, Giuseppe e sacerdote Luigi, quest'ultimo per sè e come erede del fratello Cesare, tutti quali eredi del fu Biffi Ferdinando – Banfi sacerdote Carlo, le sorelle Ilda, Giovanna e Carlotta, eredi del fu Giuseppe Fortunato Banfi – Crespi Angelo, Antonio, Giuseppe, Virginia ed Annetta, quali eredi del fu Gaetano Crespi – Causa Pia Ponta di Pavia – Sormani Antonio, Gerolamo, Rosa, Gaetana maritata Pecoroni, Giuseppa, Carolina maritata Pagliardi, Francesca maritata Mantegazza – Penci Rosa maritata Giudici – Penci Natalina maritata Maggia – Penci Luigia maritata Guaita – Banfi Maddalena – Ricotti Paolo – Falciola Andrea e Luca – Cagnola Luigia – Sala Giuseppe – Sala Pietro – Eredità Bacciagaluppi Pietro, rappresentante l'eredità Lodi Luigia, tutti quali creditori verso la suddetta eredità Banfi, in proporzione delle rispettive quote percette dei loro crediti accertate nel prospetto comunicato colla comparsa 4 ottobre 1877, usciere Andreotti, pagare all'attore avv. Lombardini, nella suddetta sua qualità, la somma di lire italiane 3780 per sue spese e competenze, liquidate come sopra, con deduzione di quanto saranno per pagare gli eredi Banfi, e come al capo 2°.

4° Dovere i fratelli Biffi Antonio, Giuseppe e sacerdote Luigi, quest'ultimo per sè e come erede del fratello Cesare, tutti quali eredi del fu Biffi Ferdinando – Banfi sacerdote Carlo – e sorelle Ilda, Giovanna e Carlotta, eredi del fu Giuseppe - Fortunato Banfi – Crespi Angelo, Antonio, Giuseppe, Virginia ed Annetta, quali eredi del fu Gaetano Crespi, tutti quali creditori verso la eredità del fu Gaetano Banfi, e in proporzione delle quote percette dei loro crediti accertati nel prospetto comunicato colla comparsa 4 ottobre 1877, pagare all'attore avvocato Lombardini, nella sua qualità come sopra, anche la somma di lire 1000, così liqui-

data per spese e competenze della causa di rendiconto.

5° Ammessa la riconvenzionale del convenuto sacerdote Carlo Banfi per lire 167 50, portata dalla sentenza 5 aprile 1861 dell'Appello Lombardo, dovere l'attore avvocato Lombardini imputare a scarico del sacerdote Carlo Banfi, per quanto questi dovrà pagare, la somma suddetta di lire 167 50.

6° Spese compensate per le parti, e divisa fra loro quella di sentenza.

Milano, 29 gennaio 1879.

Firmati: Dusio — Massazza — Piloni — D'Adda vicecanc.

A richiesta dell'avvocato Carlo Lombardini, nella suindicata sua qualità, io sottoscritto usciere presso il Regio Tribunale civile e correzionale ho notificata la suestesa sentenza ai LL. CC. contumaci e già citati per pubblici proclami mediante inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*.

Milano, li 10 aprile 1879.

1873 EGIDIO CAIRONI usciere.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*).

La signora Caliope Accarini, vedova del dottor Luciano Paredi, residente a Zibello, in proprio e qual madre e legale amministratrice dei minorenni Giulietta, Mira e Dirce Paredi,

Col mezzo del sottoscritto avvocato Testi Francesco ha presentato nel 6 ottobre 1878 ricorso al Tribunale civile e correzionale di Parma per ottenere svincolato e tramutato in cartella al portatore il certificato nominativo alla data di Firenze 7 giugno 1875, numero 574153, della rendita di lire 55, del Debito Pubblico cinque per cento del Regno d'Italia, vincolato a concorrenza di lire 52 50 di rendita per la cauzione che a termini dei decreti parmensi 8 gennaio 1821, n. 3, e 26 giugno 1850, n. 295, era dovuta dal titolare dottor Luciano Paredi nella sua qualità di notaio a Zibello.

Tanto si notifica in adempimento del disposto dall'art. 38 della legge sul notariato 25 luglio 1875, n. 2786.

Parma, 5 aprile 1879.

1681 FRANCESCO TESTI.

AVVISO.

Si pubblica che con atto 12 corrente ricevuto dal sottoscritto cancelliere della Pretura di Valentano, la signora Marianna Battefolli, nell'interesse dei suoi figli minori Vincenza e Vincenzo, ha accettato, col beneficio di inventario ed in base al testamento olografo 25 agosto 1878, l'eredità del fu loro padre Rosato Rosati, morto in Valentano il dì 23 marzo 1879.

Valentano, 13 aprile 1879.

1854 ACQUISTAPACE canc.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI DI FIRENZE

SITUAZIONE a tutto il 31 marzo 1879, col confronto di quella al 28 febbraio 1879.

TITOLI	Al 28 febbraio 1879		Al 31 marzo 1879	
	Attivo	Passivo	Attivo	Passivo
DEBITORI per capitali fruttiferi — Amministrazioni dello Stato — Buoni del Tesoro	"	"	"	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — Amministrazioni dello Stato — Fondi pubblici	"	"	"	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — Amministrazioni dello Stato — Rendita consolidata 3 %	"	"	"	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — Comuni e Provincie — Imprestiti diretti	11,099,526 93	"	10,829,847 25	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — Comuni e Provincie — Fondi pubblici	9,034,719 56	"	8,916,114 81	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — Corpi morali — Imprestiti diretti	4,070,626 22	"	4,086,191 73	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — Corpi morali — Fondi pubblici	2,556,773 11	"	2,167,959 06	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — Imprestiti a privati	12,689,573 88	"	12,400,930 53	"
DEBITORI per capitali fruttiferi — " " contro pegno di valori pubblici	113,710 13	"	114,111 93	"
Debitori per capitali acquistati mediante sconto	3,735,814 40	"	3,722,778 68	"
RR. Prefetture in conto esazioni	"	"	"	"
Cassieri delle Casse affiliate di 2ª classe in conto corr.	14,633 70	"	17,704 98	"
Debitori diversi infruttiferi	856,221 74	"	810,951 48	"
Nostra Cassa pel valore di titoli di credito depositati da diversi per cauzioni, ecc.	2,025,062 42	"	2,025,062 42	"
Masserizie e mobili	23,910 64	"	23,990 64	"
Beni stabili	386,012 64	"	386,012 64	"
Stampati e libretti in essere	9,592 84	"	9,592 84	"
Compra e vendita di valori pubblici a riporto	"	"	"	"
Beni immobili prov. da espropriaz. a carico di nostri debitori	42,283 58	"	42,497 08	"
Beni immobili in conto assegnamenti	12,535 34	"	12,535 34	"
Depositi vincolati a giustificazioni legali	"	20,850 72	"	20,850 72
Risparmi e depositi versati nella Cassa centrale	"	32,438,062 59	"	32,229,502 75
Casse affiliate di 1ª classe in conto corrente	"	203,471 51	"	199,130 82
Risparmi e depositi versati nelle Casse affiliate di 2ª classe	"	3,691,615 52	"	3,581,618 54
Doti infruttifere delle Casse affiliate di 2ª classe	"	28,043 "	"	28,043 "
Imprestiti passivi, conti correnti e cauzioni	"	4,411,013 45	"	3,841,593 32
Doti fruttifere delle Casse affiliate di 1ª classe	"	45,338 47	"	45,567 95
Creditori diversi per vari titoli	"	407,177 56	"	410,020 39
R. Governo per tassa di ricchezza mobile a carico dei nostri impiegati e pensionati	"	"	"	"
Creditori per depositi di valori per garanzie e cauzioni	"	2,025,062 42	"	2,025,062 42
Profitti e perdite sui titoli di pubblico credito	"	60 "	"	44,654 26
Pigionali	"	6,929 31	"	6,929 31
Tassa di registro e bollo sugl'imprestiti con pegno	"	"	"	"
Sconti attivi	"	293,495 67	"	291,462 79
Tassa di ricchezza mobile e diverse	2,547 48	"	9,848 73	"
Cassa di contanti	315,770 88	"	552,594 11	"
Fondo di riserva affetto a spese straordinarie di amministrazione	"	232,529 34	"	231,161 79
AVANZI AL NETTO	"	3,180,665 93	"	3,173,126 19
	46,989,315 49	46,989,315 49	46,128,724 25	46,128,724 25

Dalla Ragioneria della Cassa centrale di Risparmi e Depositi — Firenze, li 15 aprile 1879.

Visto il Direttore
L. STROZZI ALAMANNI.

Il Primo Ragioniere
F. PINUCCI.

1832

COMUNE DI SAMBIASE

Consorzio per le opere di arginazione del torrente Cantagalli

3° Avviso d'Asta.

Si deduce a pubblica notizia che nel giorno di domenica 11 maggio, alle ore 12 meridiane, avrà luogo innanzi al presidente del Consorzio in Sambiase (Catanzaro), o a chi per esso, nell'ufficio comunale, col metodo dell'estinzione di candela vergine, un terzo esperimento d'incanto per l'appalto dei lavori di sistemazione del bacino del torrente Cantagalli nel tronco a monte dell'abitato di Sambiase, e della nuova inalveazione a valle dello stesso, in base al prezzo di lire 94,951 67, giusta il progetto redatto dall'ufficio del Genio civile di Catanzaro e superiormente approvato, ed aumentato del 4 per 100 il prezzo dei lavori con deliberato consorziale del 19 gennaio ultimo.

Si farà luogo all'aggiudicazione qualunque sia il numero dei concorrenti.

Chiunque intenda concorrere all'aggiudicazione di dette opere dovrà produrre, giusta l'art. 2 del capitolato:

1° Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dalla Autorità del luogo del domicilio del concorrente.

2° Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, e rilasciato da non più di sei mesi, con cui si assicura che l'aspirante, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento dei lavori da appaltarsi.

Non sono ammesse a concorrere le persone che si sono rese colpevoli di negligenza e di mala fede nell'esecuzione di altre imprese.

I concorrenti dovranno prestare la cauzione provvisoria per la somma di lire 4000 in moneta metallica, o in biglietti legali di Banca, o in rendita del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Sarà ritenuto presso l'Amministrazione, fino alla stipulazione del contratto, il deposito dello aggiudicatario definitivo, mentre gli altri depositi saranno restituiti appena terminati gl'incanti.

Le offerte di ribasso non possono essere minori del mezzo per cento, applicabili tanto pei lavori a corpo che a misura.

Il termine utile per presentare offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, scadrà il giorno di martedì 27 maggio p. v., alle ore 12 meridiane.

L'aggiudicatario definitivo all'atto della stipula del contratto, che avverrà dentro venti giorni dalla data dell'approvazione degli atti d'incanto, dovrà depositare a titolo di cauzione definitiva la somma di lire 10,400 presso la Tesoreria provinciale di Catanzaro, in moneta metallica, o biglietti di Banca, o rendita pubblica italiana a corso di Borsa.

I lavori dovranno essere principiati appena fattane regolare consegna, e terminati dentro un anno dalla data del verbale della consegna medesima.

Si osserva che dei lavori di arginatura del torrente Cantagalli trovansi già appaltati ed in via di costruzione numero quattro briglie portanti i numeri del progetto 21, 21*bis*, 22 e 23; in conseguenza tali lavori saranno defalcati dall'intero.

Il progetto e tutte le carte al medesimo annesse possono essere esaminati presso l'ufficio comunale di Sambiase dalle ore 8 ant. all'una pom.

Tutte le spese di aggiudicazione cederanno a carico dell'appaltatore.

Sambiase, li 20 aprile 1879.

1894

Pel Presidente del Consorzio
Il Membro anziano: GIUSEPPE CASTALDI.

N. 128.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DEI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

In seguito alla diminuzione di lire 5 02 per cento fatta in tempo utile sul presunto prezzo di lire 417,412 90, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi li 24 marzo u. s. per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione del secondo tronco della strada provinciale di 2ª serie da Perano a Castiglione Messer Marino, in provincia di Chieti, compreso fra l'abitato di Archi e la traversa comunale di Montazzoli, della lunghezza di metri 23937 60,

si procederà alle ore 10 ant. di mercoledì 7 maggio p. v., in una delle sale di questo Ministero, dinanzi il direttore generale dei ponti e strade, e presso la R. Prefettura di Chieti, avanti il prefetto, simultaneamente, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento della surriferita impresa a quello che dalle due aste risulterà il migliore oblatore in diminuzione della presunta somma di lire 396,458 77, a cui il suddetto prezzo trovasi ridotto.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno negli indicati giorno ed ora presentare in uno dei suddesignati uffizi le loro offerte, escluse quelle per persona da dichiarare, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. Il deliberamento avrà luogo qualunque sia il numero delle offerte, ed in difetto di queste a chi presentava il preindicato partito di diminuzione di lire 5 10 per cento.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del capitolato d'appalto generale, approvato con decreto Ministeriale delli 31 agosto 1870, e di quello speciale in data 24 maggio 1878, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffizi di Roma e Chieti.

I lavori dovranno intraprendersi tosto dopo la regolare consegna per dare ogni cosa compiuta entro il termine di anni tre successivi.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso;

c) La ricevuta di una delle Casse di Tesoreria provinciale di Roma o di Chieti, dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 25,000, in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

La cauzione definitiva è fissata al decimo della somma di deliberamento in numerario od in cartelle come sopra.

Il deliberatario dovrà, nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione, stipulare il relativo contratto.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dello appaltatore.

Roma, 17 aprile 1879.

Per detto Ministero

1852 *Il Caposezione*: M. FRIGERI.

N. 130.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DELLE OPERE IDRAULICHE

Avviso d'Asta.

L'incanto ieri tenutosi essendo riuscito deserto, si addiverrà alle ore 10 antimeridiane di mercoledì 30 aprile corrente, in una delle sale di questo Ministero, dinanzi il direttore generale delle opere idrauliche, ad una second'asta col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla sistemazione del muro di sponda aderente alla spalla sinistra di Ponte Sisto nel Tevere urbano, per la presunta somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 261,403.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare le loro offerte, escluse quelle per persona da dichiarare, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello che risulterà il migliore offerente, qualunque sia il numero dei partiti, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda Ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del capitolato d'appalto generale, approvato con decreto Ministeriale del 31 agosto 1870 e di quello speciale in data 28 novembre 1878, visibili assieme alle altre carte del progetto nell'ufficio Contratti di questo Ministero.

I lavori dovranno intraprendersi tosto dopo la regolare consegna per darli compiuti, cioè tutte le opere inferiori al piano della risega di fondazione corrispondenti ad un metro sopra il pelo magro, comprese le coperture in travertino al piano medesimo, entro giorni centottanta, e l'intiero lavoro entro giorni trecentosessantacinque.

Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno nell'atto della medesima esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente, o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso;

c) La ricevuta della Cassa di Tesoreria provinciale di Roma, dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 13,000, in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

La cauzione definitiva è fissata in L. 26,000 in numerario od in cartelle come sopra.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni 5 successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dell'appaltatore.

Roma, 19 aprile 1879.

Per detto Ministero

1892 *Il Caposezione*: M. FRIGERI.

INTENDENZA DI FINANZA IN MESSINA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 12 maggio 1879 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco n. 129 nel comune di Messina, provincia di Messina, con l'aggio lordo medio annuale di lire 4725 20.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Intendenza la occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti comprovanti i requisiti voluti dall'articolo 135 del regolamento approvato con Reale decreto 24 giugno 1870, n. 5736, oltre la fede di specchietto rilasciata dall'autorità giudiziaria.

Se gli aspiranti sono di una od altre delle categorie indicate nel successivo articolo 136 del suddetto regolamento e dall'articolo 5 del Reale decreto 5 marzo 1874, n. 1843 (Serie 2ª), dovranno provare le loro rispettive qualità.

Gli uni poi e gli altri hanno l'obbligo di dimostrare con documenti tutte le circostanze ed i fatti sui quali appoggiano i titoli del loro concorso.

Si avverte che il cennato Banco è della categoria 1ª, e che a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato pel capitale di lire 5050.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Messina, addì 9 aprile 1879.

1801 *L'Intendente*: DE LIGUORO.

INTENDENZA DI FINANZA IN BARI

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 10 maggio 1879 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco num. 56 nel comune di Spinazzola, provincia di Bari, con l'aggio lordo medio annuale di lire 2226 04.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Intendenza l'occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti comprovanti i requisiti voluti dall'articolo 135 del regolamento approvato con Reale decreto 24 giugno 1870, n. 5736, oltre la fede di specchietto rilasciata dall'autorità giudiziaria.

Se gli aspiranti sono di una od altre delle categorie indicate nel successivo articolo 136 del suddetto regolamento e dall'articolo 5 del Reale decreto 5 marzo 1874, n. 1843 (Serie 2ª), dovranno provare le rispettive loro qualità.

Gli uni poi e gli altri hanno l'obbligo di dimostrare con documenti tutte le circostanze ed i fatti sui quali appoggiano i titoli del loro concorso.

Si avverte che il cennato Banco è della categoria prima, e che a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato per il capitale di lire 1720.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Bari, addì 5 aprile 1879.

1773 *L'Intendente*: BRUNO.

N. 127.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DEI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

Alle ore 10 antim. di mercoledì 7 maggio p. v; in una delle sale di questo Ministero, dinanzi il direttore generale dei ponti e strade, e presso la Regia Prefettura di Cuneo, avanti il prefetto, si addiverrà simultaneamente, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, allo incanto per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla completa ultimazione del traforo del Colle di Tenda, in provincia di Cuneo, per la presunta somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 1,362,000.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli indicati giorno ed ora, presentare in uno dei suddesignati uffizi le loro offerte, **escluse quelle per persona da dichiarare**, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello che dalle due aste risulterà il migliore offerente, e ciò a pluralità di offerte, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda Ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del capitolato d'appalto generale, approvato con decreto Ministeriale del 31 agosto 1870, e di quello speciale in data 3 settembre 1878, ed articoli numeri 74 e 75 aggiunti a quest'ultimo, visibili, assieme alle altre carte del progetto, nei suddetti uffizi di Roma e Cuneo.

I lavori dovranno intraprendersi tosto dopo la regolare consegna per dare ogni cosa compiuta entro anni tre successivi.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato rilasciato da non più di sei mesi da un ispettore od ingegnere capo del Genio civile, e confermato dal prefetto, dal quale risulti che il concorrente ha eseguito lodevolmente altri lavori di galleria per un importo non inferiore a lire 300,000;

c) La ricevuta di una delle Casse di Tesoreria provinciale di Roma, o di Cuneo, dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 50,000, in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

La cauzione definitiva è fissata al decimo della somma di deliberamento in numerario od in cartelle come sopra.

Il deliberatario dovrà, nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'aggiudicazione, stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare, in uno dei suddesignati uffizi, offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni quindici successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico dello appaltatore.

Roma, 17 aprile 1879.

Per detto Ministero

1851 *Il Caposezione*: M. FRIGERI.

REGIA PREFETTURA DI COSENZA

Avviso d'Asta.

In seguito alla diminuzione del ventesimo fatta in tempo utile sul prezzo di lire 40,992 35, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi il 10 marzo prossimo scorso per lo appalto dei lavori di costruzione del primo tronco della strada comunale obbligatoria di San Vincenzo La Costa, dallo abitato alla sponda destra del fiume Ferrera verso Montalto, della lunghezza di metri 4474 10, si procederà alle ore 10 antimeridiane di mercoledì 7 (sette) prossimo venturo maggio, dinanzi il signor prefetto, col metodo della estinzione della candela, al definitivo deliberamento della surriferita impresa al migliore oblatore, qualunque sia il numero dei concorrenti, in diminuzione della somma di lire 38,942 73, cui il suddetto prezzo trovasi ridotto.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno negli indicati giorni ed ora presentare i certificati prescritti dall'art. 2° del capitolato di appalto e la ricevuta provvisoria della Tesoreria provinciale da cui risulti del fatto deposito interinale di lire 2200.

La cauzione definitiva è fissata in lire quattromilacinquecento.

L'impresa resta vincolata all'osservanza dei capitolati d'appalto 4 giugno 1878, visibili assieme alle altre carte del progetto in tutte le ore di ufficio.

I lavori dovranno intraprendersi tosto dopo la regolare consegna per dare ogni cosa compiuta entro il termine stabilito dall'articolo 21 del detto capitolato.

Le spese tutte inerenti all'appalto sono a carico dell'appaltatore.

Cosenza, 14 aprile 1879.

1866 *Il Segretario delegato*: PUGLIESE.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Roma (13ª)

AVVISO D'ASTA

per la provvista periodica del frumento occorrente per l'ordinario servizio del pane nel Panificio militare di questa Capitale.

Si notifica che nel giorno 30 aprile corrente, alle ore 10 antimeridiane, si procederà presso questa Direzione, Piazza S. Carlo a Catinari, n. 117, piano secondo, avanti il sig. direttore, ad un pubblico incanto per la provvista di quintali **quattromila cinquecento** frumento nostrale, diviso in **quindici** lotti di **trecento quintali** ciascuno, da consegnarsi nei magazzini delle Sussistenze militari, in **tre** rate eguali, nel termine di dieci giorni ciascuna, decorrendi, per la prima, dal giorno successivo a quello in cui fu dal deliberatario ricevuto avviso in iscritto dell'approvazione del contratto, coll'intervallo però di giorni dieci dopo l'ultimo giorno del tempo utile tra la prima e la seconda, e così di seguito tra l'una e l'altra consegna sino a totale provvista.

Il frumento dovrà essere nostrale e del raccolto 1878, del peso non minore di chilogrammi 77 per ogni ettolitro, di qualità corrispondente al campione esistente presso questa Direzione, ed alle condizioni dei capitoli speciali.

I capitoli generali e parziali d'appalto, che faranno poi parte integrale del contratto, sono visibili presso questa Direzione ed in tutte le altre del Regno.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerta per uno o più lotti, i quali verranno deliberati a favore di colui che nella propria offerta segreta avrà proposto un prezzo maggiormente inferiore, o pari almeno, a quello stabilito nella scheda segreta del Ministero della Guerra, che servirà di base all'asta e verrà aperta dopo che saranno stati riconosciuti tutti i partiti presentati.

Nell'interesse del servizio, il precitato Ministero ha ridotto i fatali, ossia termine utile per presentare l'offerta di ribasso non minore del ventesimo, a giorni cinque, decorribili dalle ore 10 antimerid. del giorno del provvisorio deliberamento.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a fare partito dovranno presentare le ricevute constatanti l'effettuato deposito provvisorio della somma di lire 600 in valuta legale, o in rendita dello Stato per ognuno dei lotti per cui intendono fare offerta, il quale deposito verrà poi per il deliberatario convertito in cauzione definitiva; avvertendo che tale deposito dovrà effettuarsi o nella Tesoreria provinciale di Roma, od in quelle di residenza di tutte le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare.

Trattandosi di titoli di rendita, il relativo importo dovrà essere ragguagliato al valore legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

I partiti prodotti all'incanto dovranno essere in carta da bollo da una lira ed in pieghi suggellati.

I partiti condizionati non saranno ammessi.

Le ricevute dei depositi non dovranno essere incluse nei pieghi contenenti le offerte, ma bensì presentate a parte.

Sarà in facoltà degli aspiranti all'impresa di presentare offerte suggellate a tutte le Direzioni di Commissariato militare del Regno, avvertendo però che non sarà tenuto conto di quelle che non giungessero a questa Direzione prima della dichiarata apertura dell'asta, e non fossero accompagnate dalla ricevuta originale od in copia del deposito prescritto a cauzione.

Le spese tutte degli incanti e del contratto, cioè carta bollata, copie, diritti di segreteria, stampa degli avvisi d'asta, inserzioni nella *Gazzetta Ufficiale* ed altre relative, sono a carico del deliberatario, giusta le vigenti leggi.

Roma, li 20 aprile 1879.

Per detta Direzione

1897 *Il Sottotenente Commissario:* A. SEGALA.

MUNICIPIO DI CASAMICCIOLA

Avviso d'Asta.

Si porta a conoscenza del pubblico che nel dì ventinove corrente, alle ore 10 antimeridiane, in questa casa municipale, innanzi alla Giunta municipale, avrà luogo lo incanto, ad estinzione di candela vergine ed a termini abbreviati di giorni cinque, per lo appalto a ribasso dei lavori di prolungamento della Banchina e Scogliera di Casamicciola, e sistemazione di via dalla detta Banchina alla Piazza Marina, da compiersi in anni due a datare dalla consegna dell'appalto.

Il progetto d'arte dell'ingegnere signor Parisi Luigi ascende a lire 76,000, comprese lire 3000 per danni ed occupazione di stabili.

I concorrenti dovranno esibire i certificati d'idoneità prescritti dal capitolato e la cauzione provvisoria di lire 6000 in contanti, o in cedole del Debito Pubblico, nonchè di lire 400 in conto delle spese d'asta, tasse di registro ed altro. La cauzione definitiva sarà di lire 10,000.

L'aggiudicazione avrà luogo a pro di chi presenterà maggior ribasso, salvo il ventesimo offerto nei termini di legge.

Il progetto, disegno e capitolato d'onere sono visibili tutti i giorni in questa segreteria, nelle ore di uffizio.

Casamicciola, li 16 aprile 1879.

Il Sindaco: G. DOMBRÈ.

1903 *Il Segretario:* ADOLFO CATALANO.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Alessandria (2ª)

AVVISO D'ASTA per la provvista periodica del frumento occorrente al panificio militare di Alessandria.

Si notifica che nel giorno 2 maggio 1879, ad un'ora pomeridiana (tempo medio di Roma), avrà luogo presso la suddetta Direzione, sita in via Verona, n. 20, piano 2°, avanti il signor direttore un pubblico incanto per la provvista di quintali 6000 di frumento nostrale diviso in 20 lotti di 300 quintali caduno.

Le consegne dovranno farsi nei Magazzini delle Sussistenze militari di Alessandria in tre rate eguali di quintali 2000 caduna, la prima nel termine di giorni 10, decorrenti dal giorno successivo a quello dell'avviso dell'approvazione del contratto che sarà dato al deliberatario e le altre rate dovranno egualmente conseguarsi in 10 giorni, coll'intervallo di giorni 10 dopo l'ultimo del tempo utile tra l'una e l'altra rata.

I capitoli d'appalto tanto generali che speciali, che faranno poi parte integrale del contratto, sono visibili presso la suddetta Direzione e presso le altre Direzioni di Commissariato militare del Regno.

La cauzione da prestarsi dagli accorrenti dovrà essere di lire 600 per cadun lotto.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerta per uno o più lotti, i quali saranno deliberati a favore di colui che nella propria offerta avrà proposto un prezzo maggiormente inferiore o pari almeno a quello stabilito nella scheda segreta del Ministero della Guerra, da servire di base all'asta, da aprirsi dopo che saranno stati riconosciuti tutti i partiti.

Questi dovranno essere presentati prima che sia aperto l'incanto, dichiarandosi espressamente che dopo non saranno più accettate offerte.

Nell'interesse del servizio i fatali, ossia termine utile per presentare offerta di ribasso non inferiore al ventesimo, sono fissati a giorni cinque, decorribili dalle ore 2 pomeridiane (tempo medio di Roma) del giorno del deliberamento.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a presentare i loro partiti dovranno rimettere alla Direzione che procede all'appalto la ricevuta comprovante il deposito fatto per un valore corrispondente alla somma indicata di sopra per ogni lotto, avvertendo che, ove trattisi di depositi fatti col mezzo di cartelle del Debito Pubblico del Regno, tali titoli non saranno ricevuti che pel valore ragguagliato al corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito. Tale deposito potrà soltanto essere fatto nella Tesoreria provinciale di Alessandria o in quella delle città dove hanno sede le Direzioni di Commissariato militare.

I partiti dovranno essere redatti su carta da bollo da lire una, debitamente firmati e suggellati.

Sarà facoltativo agli aspiranti di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni di Commissariato militare.

Di questi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno ufficialmente a questa Direzione prima dell'apertura dell'incanto, e se non siano accompagnati dalla ricevuta originale od in copia comprovante il prescritto deposito a cauzione.

Non saranno ammesse le offerte per telegramma.

Le spese tutte degli incanti e del contratto, cioè carta bollata, di copia, dritti di segreteria, stampa, pubblicazione degli avvisi d'asta e inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale* ed altre relative, sono a carico del deliberatario, come pure sono a suo carico le spese per la tassa di registro giusta le leggi vigenti.

Alessandria, addì 17 aprile 1879. **Per detta Direzione**

1893 *Il Sottotenente Commissario*: NANI.

INTENDENZA DI FINANZA IN VERONA

Avviso di concorso.

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento gratuito delle seguenti rivendite di generi delle privative:

1. In comune di Cologna Veneta, demarcata col n. 3, del reddito annuo di lire 600.
2. In Raldon, frazione del comune di S. Giovanni Lupatolo, demarcata al n. 5, del reddito annuo di lire 428.
3. In Gargagnago, frazione del comune di S. Ambrogio, del reddito annuo di lire 85, demarcata col n. 2.
4. In S. Benedetto, frazione del comune di Peschiera, demarcata col n. 2, della rendita annua di lire 474.
5. In comune di S. Michele Extra, contrada Brazze, demarcata col n. 5, del presunto reddito lordo di lire 231.
6. In comune di Fumane, demarcata col n. 2, del reddito annuo di lire 260.

La prima delle suddette rivendite, cioè quella in Cologna Veneta è assegnata per le leve al magazzino di vendita delle privative in Sambonifacio, le altre cinque sono assegnate al magazzino di vendita in Verona.

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza di Finanza, nel termine di un mese dalla data della inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel foglio periodico degli annunzi della Prefettura di Verona, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese di pubblicazione ed inserzione del presente avviso di concorso staranno a carico dei concessionari.

1828 L'INTENDENTE.

MINISTERO DELLE FINANZE — DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE

INTENDENZA DI FINANZA IN GENOVA

AVVISO D'ASTA per definitivo incanto.

Si fa noto al pubblico che in seguito all'incanto tenutosi addì 31 marzo p. s., l'appalto della rivendita n. 1 di Spezia venne deliberato al prezzo di lire 2685, e che su questo prezzo fu in tempo utile, cioè prima della scadenza dei fatali, fatta un'offerta non minore del ventesimo, la quale elevò il sovriadicato prezzo alla somma di lire 2953 50.

Su tale nuovo prezzo di lire 2953 50, si terrà un ultimo incanto a schede segrete in questo stesso ufficio, alle ore 11 del 30 aprile 1879, con espressa dichiarazione che si farà luogo a deliberamento definitivo, qualunque sia per essere il numero degli accorrenti e delle offerte.

Per le altre condizioni e per le forme e requisiti delle offerte, restano ferme quelle contenute nello antecedente avviso d'asta.

Genova, addì 15 aprile 1879.

1882 *L'Intendente*: CASTAGNINO.

MUNICIPIO DI AVELLINO

Il segretario deduce a pubblica notizia che l'appalto della conduttura delle acque dal fondo Marino in questa città, di cui nell'avviso d'asta del 22 marzo decorso, fu aggiudicato a Saverio Fedele col ribasso del 17 25 per 100 sulla somma di lire 194,503 28; e che il termine utile per le offerte, non minori del ventesimo, scadrà il giorno 7 entrante maggio, alle ore 12 meridiane precise.

Avellino, 21 aprile 1879.

Visto — *Il Sindaco*: C. SOLIMENE.

1905 *Il Segretario*: A. DI SALVIA.

Avviso per aumento di sesto.

Il cancelliere del Tribunale civile di Roma fa noto che nell'udienza del 18 aprile corrente, innanzi la 2ª sezione di questo Tribunale civile, all'asta pubblica ed a quinto ribasso ebbe luogo la vendita dei seguenti fondi rustici, costituenti un solo lotto, espropriati ad istanza di Giuseppe Janni, in danno di Giuseppe Re, e cioè:

1. Vigna posta fuori porta S. Paolo, vocabolo La Travicella, la quale è libera da canone, dell'estensione superficiale di pezze 5, ordini 33, confinante col vicolo dei Tre Cancelli, che parte dalla via Ostiense, colla proprietà dello stesso signor Giuseppe Re, colla ferrovia Roma-Montalto, salvi, ecc.

2. Altra vigna simile sotto lo stesso vocabolo, avente due ingressi, il principale nel vicolo vicinale, e l'altro nel vicolo della Travicella, confinante colle suddette vigne, col duca Massimo, della quantità superficiale di circa pezze 23 ed ordini 22, con casetta e tinello, salvi, ecc. Vi grava un sol canone di scudi 7 e baj. 97 1½, pari a lire 42 85 1½ a favore del Collegio dei PP. Dottrinari di S. Maria in Monticelli.

NB. Questo canone è contemplato nella perizia.

Le suddette due vigne confinano tra loro, e formano i seguenti numeri di mappa cioè: 421, 751, 422, 752, 423, 424, 425, 425 sub. 1, 2, 3, 753, 754, 426 426 sub. 1, 424 sub. 2, 755.

3. Due pezze di terreno, parte vignato e parte cannetato, posto fuori porta S. Sebastiano, in contrada La Travicella, distinto nella mappa I coi numeri 430, 431, 432, 761, 430, 430 sub. 1, 434 sub. 2, 434 sub. 3, confinante da un lato la ferrovia e colla proprietà del sig. Giuseppe Re.

È gravata dell'imposta erariale complessiva di lire 254 85.

Che detti fondi formanti come si è detto un unico lotto, sono stati aggiudicati all'istante signor Giuseppe Janni del fu Costanzo, per il prezzo di lire 22,500.

Chiunque pertanto voglia offrire lo aumento del sesto potrà farlo fra giorni quindici con dichiarazione presso questa cancelleria.

Il termine utile scade col dì 3 maggio prossimo.

Roma, 18 aprile 1879.

Pietro Paolo Ercole canc.

Per copia conforme al suo originale si rilascia per semplice uso di inserzione.

Dalla cancelleria del Tribunale civile di Roma, addì 19 aprile 1879.

1898 Il vicecanc. C. PAGNONCELLI.

REGIA PRETURA
del 5° mandamento di Roma.

Col giorno sedici (16) del mese di aprile milleottocentosettantanove (1879) con atto seguito nella cancelleria della suindicata Pretura, i signori Calderini Flavio e Mario, nonchè la signora Paolozzi vedova di Filippo Calderini, tutti residenti in questa città, via Portico di Ottavia, num. 44, hanno dichiarato di accettare come con il suddetto atto formalmente accettano col beneficio della legge dell'inventario, e la signora Paolozzi, tanto in nome proprio quanto come madre esercente la patria potestà sul minorenne figlio Lodovico Calderini, l'eredità lasciata dal sunnomato Filippo Calderini loro rispettivo padre e marito, decesso a Valmontone il giorno sedici (16) marzo anno corrente, senza aver fatta alcuna disposizione testamentaria.

Roma, 19 aprile 1879.

1916 Dott. G. B. LOPEZ canc.

AVVISO.

A sensi dell'articolo 839 Codice di procedura penale, si deduce a pubblica notizia che Giulio Roversi del vivente dottor Antonio, di Bologna, dimorante in Torrita Tiberina, ha presentato innanzi la Corte di appello di Roma la domanda per la sua riabilitazione.

Roma, 20 aprile 1879.

1902 AVV. FRANCESCO ANTONICOLI.

AVVISO.
(*2ª pubblicazione*)

Si rende noto che per gli effetti dell'articolo 38 della legge 25 luglio 1875, n. 2786 (Serie 2ª), sul riordinamento del notariato, i signori Epaminonda, Cesare, Barbara, Enrichetta, Rosa, Erminia, Elena ed Amalia, fratelli fra loro e figli del fu Costantino Baroni, domiciliati a Chianni, rappresentati dal sottoscritto procuratore, mediante ricorso presentato nella cancelleria del Tribunale civile di Pisa sotto dì 4 marzo 1879, hanno fatto istanza affinchè sia pronunziato lo svincolamento della cauzione data dal prefato dottor Costantino Baroni per l'esercizio del notariato, con residenza in Chianni, ove mancò di vita nel 3 dicembre 1876, e conseguentemente sia ordinato all'Amministrazione della Cassa dei Depositi e dei Prestiti di effettuarne liberamente il pagamento insieme ai relativi frutti nelle mani loro o di persona munita di regolare mandato.

Pisa, lì 31 marzo 1879.

1682 F. GRASSI.

CAMERANO NATALE, Gerente.

ROMA — Tip. EREDI BOTTA.